

Courrier hebdomadaire

n° 1801-1802 • 2003

Les cadres intermédiaires du  
Parti socialiste et d'Écolo  
Profils, comportements et positionnements

Pascal Delwit  
Benoît Hellings  
Emilie Van Haute

Centre de recherche et d'information socio-politiques  
**CRISP**

**CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION**  
**SOCIO-POLITIQUES – CRISP**

**Président :** Xavier Mabille  
**Directeur général :** Vincent de Coorebyter  
**Secrétaire général :** Pierre Blaise  
**Rédacteur en chef :** Étienne Arcq

**Équipe de recherche :**  
Étienne Arcq, Pierre Blaise, Vincent de Coorebyter,  
Caroline Sägerser, Anne Vincent, Marcus Wunderle

**Conseil d'administration :**

Pierre Arcq, Jacques Brassinne de La Buisnière (*vice-président*), Camille Deguelle, Franklin Dehousse, Hugues Dumont, Jacques Emond, Jules Gérard-Libois (*président fondateur*), José Gotovitch, Nadine Gouzée, Serge Govaert, Maurice-Pierre Herremans (*président honoraire*), Luc Huyse, Laura Iker, Alexis Jacquemin, Micheline Jamouille, Malou Julin, Xavier Mabille (*président*), Roland Michel (*administrateur gérant*), Pierre Reman, Guy Spitaels, Robert Tollet (*vice-président*), Els Witte, Paul Wynants

**COURRIER HEBDOMADAIRE**

Le numéro simple : 6,90 euros – Le numéro double : 12,40 euros  
Abonnement : 235,00 euros  
(TVA comprise)

Place Quetelet, 1A – 1210 Bruxelles – Tél.: 02/211 01 80  
Banque : 310-0270551-07 – CCP : 000-0065824-58  
Site web : [www.crisp.be](http://www.crisp.be)

Le *Courrier hebdomadaire* bénéficie des remarques et suggestions de l'équipe de recherche du CRISP. Les projets de textes sont également soumis à la lecture de spécialistes extérieurs à l'équipe de recherche, et qui sont choisis en fonction des sujets traités.  
Le *Courrier hebdomadaire* est membre de l'Association des revues scientifiques et culturelles (ARSC).

Éditeur responsable : V. de Coorebyter, Place Quetelet, 1A – 1210 Bruxelles

Tous droits de traduction, d'adaptation ou de reproduction par tous procédés, y compris la photographie et le microfilm, réservés pour tous pays

ISSN 0008 9664

## Table des matières

<b>INTRODUCTION</b>	<b>5</b>
<b>1. LES CADRES INTERMÉDIAIRES DU PARTI SOCIALISTE</b>	<b>8</b>
<b>1.1. Le profil sociologique des cadres</b>	<b>9</b>
1.1.1. Le genre	9
1.1.2. La nationalité	9
1.1.3. L'âge	10
1.1.4. Niveau de diplôme et type de formation	11
1.1.5. Statut socioprofessionnel	12
1.1.6. Provenance géographique	14
<b>1.2. Les rapports à la religion</b>	<b>15</b>
1.2.1. Croyances et pratiques	15
1.2.2. Réseau d'enseignement	18
1.2.3. La presse écrite et les cadres socialistes	20
<b>1.3. Le positionnement et le profil socio-politique des cadres du Parti socialiste</b>	<b>21</b>
1.3.1. Le profil socio-politique	21
Les générations d'engagement	21
Des élites intermédiaires pourvues d'un mandat politique	22
Autopositionnement et positionnement du PS	23
1.3.2. Les rapports aux autres partis	26
1.3.3. Les cadres socialistes, la gauche, la droite et les questions socio-économiques	30
1.3.4. Les cadres socialistes, la gauche, la droite et les questions sociétales	32
Les questions de valeurs et d'éthique	32
Les questions law and order	34
<b>1.4. Les mutations du PS vues par ses cadres</b>	<b>36</b>
<b>2. LES CADRES INTERMÉDIAIRES D'ÉCOLO</b>	<b>39</b>
<b>2.1. Le profil sociologique des membres de l'assemblée générale</b>	<b>40</b>
2.1.1. Le genre	40
2.1.2. La nationalité	40
2.1.3. L'âge	40
2.1.4. Niveau de diplôme et type de formation	41
2.1.5. Statut socioprofessionnel	43
2.1.6. Provenance géographique	45
<b>2.2. Les rapports à la religion</b>	<b>47</b>
2.2.1. Croyances et pratiques	47
2.2.2. Réseau d'enseignement	49
2.2.3. La presse écrite et les cadres écologistes	50
<b>2.3. Le positionnement et le profil socio-politique des membres de l'assemblée générale d'Écolo</b>	<b>51</b>
2.3.1. Le profil socio-politique	51
Les générations d'engagement	51
Des membres de l'assemblée générale d'Écolo majoritairement non mandataires	52
Auto-positionnement et positionnement d'Écolo	53
2.3.2. Les rapports aux autres partis	55
2.3.3. Les membres de l'assemblée générale d'Écolo, la gauche, la droite et les questions socio-économiques	59
2.3.4. Les membres de l'assemblée générale d'Écolo, la gauche, la droite et les questions sociétales	61
Les questions de valeurs et d'éthique	61
Les questions law and order	62
<b>2.4. Écolo et son équipe dirigeante</b>	<b>63</b>



# INTRODUCTION

La présente étude s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche consacré aux adhérents des partis politiques en Belgique et, plus largement, à la militance politique. Ce travail mené conjointement par le Centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles et le Centre de recherches en science politique des Facultés universitaires Saint-Louis est soutenu par le Fond de la recherche fondamentale collective (FRFC) auprès du Fond national de la recherche scientifique (FNRS).

L'appréhension des partis politiques en Belgique révèle un paradoxe. Ils jouent un rôle très important dans le système politique. Mais de l'intérieur, ils sont relativement mal connus. Ces quinze dernières années, leur connaissance s'est améliorée grâce notamment aux travaux des équipes politologiques des différentes universités qui, beaucoup mieux pourvues en ressources humaines et matérielles qu'auparavant, se sont investies dans le champ de l'étude des partis en Belgique.

En ce qui concerne plus spécifiquement l'étude des adhérents et des militants, les travaux de Marc Maes<sup>1</sup> et la chronique annuelle établie par la revue *Res Publica* depuis 1985 permettent d'avoir un certain nombre de données sur les adhérents des formations politiques. De même, les travaux généraux sur les partis belges<sup>2</sup> nous fournissent certaines indications sur le sujet. Mais les informations sur les profils et les opinions des adhérents sont en revanche extrêmement pauvres. Très peu d'enquêtes et d'études ont été menées pour les appréhender, connaître leur profil, leurs motivations ou leurs valeurs. C'est à ces lacunes que notre travail vise progressivement à remédier. Un premier axe de notre programme ambitionne de cerner le monde des cadres des partis, analysé à l'aune des participants au congrès.

Les congrès rassemblent généralement l'appareil dirigeant du parti, les élites décentralisées et les militants les plus impliqués dans la vie des partis. C'est cette catégorie de personnes que nous évoquons sous la mention « cadres intermédiaires ». Il est utile de quel peu préciser ce vocable.

---

<sup>1</sup> M. MAES, *De ledenaantallen van de politieke partijen in België 1945-1987: een documentaire studie*, Louvain, KUL, 1988.

<sup>2</sup> P. DELWIT (ed.), *Le parti social chrétien. Mutations et perspectives*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2002 ; P. DELWIT (ed.), *Libéralismes et partis libéraux en Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2002 ; P. DELWIT, J.-M. DE WAELE, P. MAGNETTE (ed.), *Gouverner la Belgique. Clivages et compromis dans une société complexe*, Paris, Presses universitaires de France, 1999 ; P. DELWIT, J.-M. DE WAELE (ed.), *Les présidents de parti répondent... Vers une recomposition du paysage politique en Belgique ?*, Bruxelles, Éditions Labor, 1998 ; P. DELWIT (ed.), *L'extrême droite en France et en Belgique*, Bruxelles, Complexe, 1998 ; P. DELWIT, J.-M. DE WAELE (ed.), *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1997 ; P. DELWIT, J.-M. DE WAELE, *Écolo. Les verts en politique*, Bruxelles, De Boeck, 1996 ; K. DESCHOUWER, R. LUTHER KURT (ed.), *Party elites in divided societies: political parties in consociational democracy*, Londres, Routledge, 1999 ; K. DESCHOUWER, *Organiseren of bewegen ? : de organisatiestructuren van de Belgische partijen na 1960*, Bruxelles, VUBPress, 1995 ; W. DEWACHTER (ed.), *Un parti dans l'histoire. 1945-1995 : 50 ans d'action du parti social chrétien*, Louvain-La-Neuve, Duculot, 1996 ; H. HASQUIN, V. ADRIAAN (ed.), *Le libéralisme en Belgique. Deux cents ans d'histoire*, Bruxelles, Centre Paul Hymans, 1989, « Les partis politiques politiques en Belgique », Bruxelles, *Dossiers du CRISP*, 1999.

Le nombre d'études consacrées au niveau intermédiaire de la pyramide hiérarchique des partis ne s'est développé que récemment. Aussi, est-il difficile de trouver dans la littérature scientifique une notion qui soit pleinement satisfaisante. Il est d'abord important de préciser que la notion de cadre ici envisagée ne se rattache pas à la dichotomie proposée par Maurice Duverger, dans son célèbre ouvrage sur les partis politiques, entre partis de masse et partis de cadres. Celle-ci a trait à une classification organisationnelle des partis que Duverger synthétise de la manière suivante : « Enfin, la distinction des partis de cadres et des partis de masses coïncide avec celles qui reposent sur les divers types d'armature partisane. Les partis de cadres correspondent aux partis de comités, décentralisés et faiblement articulés ; les partis de masse correspondent aux partis basés sur les sections, plus centralisés et plus fortement articulés. »<sup>3</sup>

À l'origine, le terme « cadre »<sup>4</sup> recouvre une notion militaire, désignant la charpente d'une unité de base ou d'une unité combattante. Après l'apparition des partis de masse, mais plus encore des partis révolutionnaires, cette idée d'un petit noyau de base a été étendue et appliquée pour désigner les responsables d'un parti, formés et dévoués à celui-ci.

Pour Key, la notion de « cadre » renvoie à une « mince strate de personnes désignées sous les noms différents d'élite politique, de militants, de cercles dirigeants, ou de personnages influents »<sup>5</sup>.

L'approche de Marvick converge avec l'approche précédente : les cadres font partie du personnel d'organisation, c'est-à-dire qu'ils sont quelque chose d'autre que les membres d'une couche particulière au sein de l'élite, ou une simple réserve de candidats attendant leur promotion dans les sphères supérieures de l'élite : « le mot 'cadre' s'applique à tous ceux qui constituent la charpente d'une organisation »<sup>6</sup>. Ils « doivent se montrer capables de recruter, de former et de mobiliser de nouveaux membres. Outre les tâches qui concernent directement les buts poursuivis par leur organisation, les cadres doivent assurer plus particulièrement la liaison, la publicité, la coordination, les recherches, et autres fonctions semblables. »<sup>7</sup>

Les *middle-level party elites* ou élites intermédiaires<sup>8</sup> sont un maillon particulier dans les organisations partisans. Ce ne sont pas les militants de base (à l'échelle des sections locales par exemple). Ce sont souvent les militants exerçant des responsabilités locales ou départementales (ce sont des élus locaux, des anciens élus ou des candidats malheureux à des élections). Ce sont donc généralement ceux que l'on retrouve dans les congrès des partis<sup>9</sup>.

<sup>3</sup> M. DUVERGER, *Les partis politiques*, Paris, Points-Seuil, 1992 (1<sup>e</sup> édition en 1951), p. 127.

<sup>4</sup> M. DWAINÉ., « Les cadres des partis politiques en Allemagne », *Revue française de Sociologie*, 1966, vol. 12, numéro spécial, pp. 619-636.

<sup>5</sup> KEY, Valdimer Orlando, *Public Opinion and American Democracy*, New York, Knopf, 1961, p. 536.

<sup>6</sup> M. DWAINÉ., « Les cadres des partis politiques en Allemagne », *op. cit.*, p. 621.

<sup>7</sup> *Ibidem*.

<sup>8</sup> B. PIERRE, *Les partis politiques*, Paris, Montchrestien, 1999, p. 119.

<sup>9</sup> Y. COLETTE, « Élités et leaders », in M. GRAWITZ, J. LECA (ed.), *Traité de science politique. L'action politique*, Tome 3, Paris, Presses universitaires de France, 1985, pp. 603-642 et P. BRECHON, J. DERVILLE, LECOMTE, *Les cadres du RPR*, Paris, Economica, 1987.

Nous avons donc voulu analyser cette strate partisane. Il nous a semblé que la notion de cadre intermédiaire ainsi définie correspondait bien à la population amenée, dans chaque parti, à participer au congrès, ou à ce qui en tient lieu selon le parti. C'est pourquoi, à l'occasion des congrès que tiennent régulièrement les formations politiques, nous avons sollicité les instances dirigeantes des partis pour pouvoir mener une enquête auprès des congressistes. Nous avons tenu compte de toutes les réponses données, quelle que soit la position occupée dans le parti par le répondant.

Dans la présente contribution, nous présentons au terme du travail d'encodage et de vérification des données relatives aux quatre formations francophones traitées, les résultats qui ont trait au Parti socialiste (PS) et à Écolo. Ces deux partis ont été les premiers sondés (en décembre 2000). Très prochainement, nous envisagerons ceux relatifs au Parti social chrétien (PSC) qui s'est transformé en Centre démocrate humaniste (CDH) – sondé en juin 2001 – et au Mouvement réformateur (MR) – sondé en mars 2003.

Par ailleurs, dans le cadre de nos recherches, nous entreprendrons la même démarche auprès des formations flamandes de l'échiquier politique belge au cours de l'année 2004.

Compte tenu de l'espace imparti, nous ne pouvons présenter que de façon agrégée l'ensemble des indications recueillies. Nous déclinons de manière plus approfondie, analytique et sous des angles différents les données de nos enquêtes dans de futures publications.

Pour les quatre formations francophones que nous traitons dans les livraisons du *Courrier hebdomadaire* du CRISP, la présentation est uniformisée.

Dans un premier temps, nous dressons les conditions et le contexte dans lesquels s'est opérée l'enquête. Et nous indiquons les contraintes auxquelles nous avons été soumis dans l'accomplissement de l'enquête.

Dans un deuxième temps, nous dévoilons le profil sociologique des cadres sondés (âge, profession, genre, rapport à la croyance, parcours scolaires,...).

En troisième lieu, nous envisageons le profil et le positionnement politiques des cadres intermédiaires des partis considérés (autopositionnement, positionnement politique du parti, rapport à des questions socio-économiques et de société, appréciation à l'égard des autres partis politiques,...).

Enfin, nous traitons de leur appréciation envers leur propre parti et les dirigeants, à tout le moins quand l'occasion nous en a été offerte.

# 1. LES CADRES INTERMÉDIAIRES DU PARTI SOCIALISTE

L'enquête du Centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles auprès des délégués de congrès du Parti socialiste s'est déroulée lors d'un congrès tenu le 2 décembre 2000, à la salle de la Madeleine, à Bruxelles.

Le congrès que tient le Parti socialiste à ce moment est important, ce à plusieurs titres. D'abord et surtout, il s'agit des premières assises au lendemain des élections communales d'octobre 2000. Ce scrutin a été subjectivement vécu comme un succès pour les socialistes. Le moral y est donc bon. D'autre part, le congrès se tient près d'un an après l'accession d'Elio Di Rupo à la tête du parti, premier président du PS élu au suffrage universel, ce qui autorise un premier bilan.

La direction du Parti socialiste a immédiatement marqué son accord sur le principe d'un questionnaire auprès des délégués du congrès. Sur le contenu, aucune modification ou suppression de question n'a été demandée ou suggérée.

Pratiquement, les questionnaires ont été remis aux délégués par l'équipe d'organisation du congrès et ont été récupérés tout au long du congrès par les chercheurs du Centre d'étude de la vie politique de l'ULB. Cent septante-huit questionnaires ont été collectés sur un effectif théorique de 420 délégués (42,38%)<sup>10</sup>. Mais tous les délégués n'ont pas pris part aux travaux. L'estimation du taux de réponse est de 50%.

**Tableau 1 : Répartition des mandats par fédération au congrès du PS de décembre 2000**

	Mandats
Brabant wallon	17
Bruxelles	26
Charleroi	59
Dinant Philippeville	11
Hainaut occidental	33
Huy-Waremme	29
Liège	101
Luxembourg	14
Mons	43
Namur	28
Soignies	22
Thuin	21
Verviers	14
Fédération germanophone	2
Total	420

<sup>10</sup> PARTI SOCIALISTE, « Congrès de réforme statutaire. Mise en application de la déclaration du congrès du 10 juillet 1999 », *La lettre du secrétariat général*, 20-24 novembre 2000.



Rappelons, pour situer la population sondée par rapport aux structures du partis, que le Parti socialiste fonctionne sur le principe de la délégation successive. L'Union socialiste communale (USC) envoie des délégués au congrès de fédération. Ledit congrès de fédération envoie, pour sa part, des délégués au congrès national du parti. Le nombre de délégués que peut envoyer une fédération au congrès du parti est déterminé par son nombre d'adhérents (1 délégué par tranche de 250 adhérents).

## 1.1. LE PROFIL SOCIOLOGIQUE DES CADRES

### 1.1.1. Le genre

Il est intéressant de pointer que le mouvement de féminisation des élites des partis politiques n'a, à ce stade, que partiellement affecté le Parti socialiste.

En effet, notre enquête ne fait état que d'un peu moins d'un quart de cadres interrogés de sexe féminin (23,7%) pour 76,3% d'hommes. Ces proportions restent assez éloignées de la distribution que l'on peut retrouver parmi la population dans son ensemble et est aussi moins égalitaire sur ce plan que ce que l'on observe le plus généralement pour les adhérents.

**Tableau 2 : Répartition hommes-femmes parmi les cadres intermédiaires du Parti socialiste (en %)**

	Population belge	Cadres PS
Hommes	48,9	76,3
Femmes	51,1	23,7

### 1.1.2. La nationalité

L'écrasante majorité des cadres socialistes est de nationalité belge (97,2%). Notons aussi la très faible présence de responsables de nationalité italienne au sein de l'échantillon (1,7%).

Le tableau est cependant plus nuancé à l'observation des origines, mesurées par la nationalité du père. La proportion de congressistes du PS ayant un père belge est très largement dominante mais le pourcentage est légèrement moins fort : 89,8%. D'autres nationalités sont un peu plus citées. À titre d'exemple 6,3% des délégués socialistes ont un père de nationalité italienne. Il n'empêche, le PS reste très majoritairement composé de cadres nationaux. La présence de cadres non belges ou d'origine non belge est peu significative.

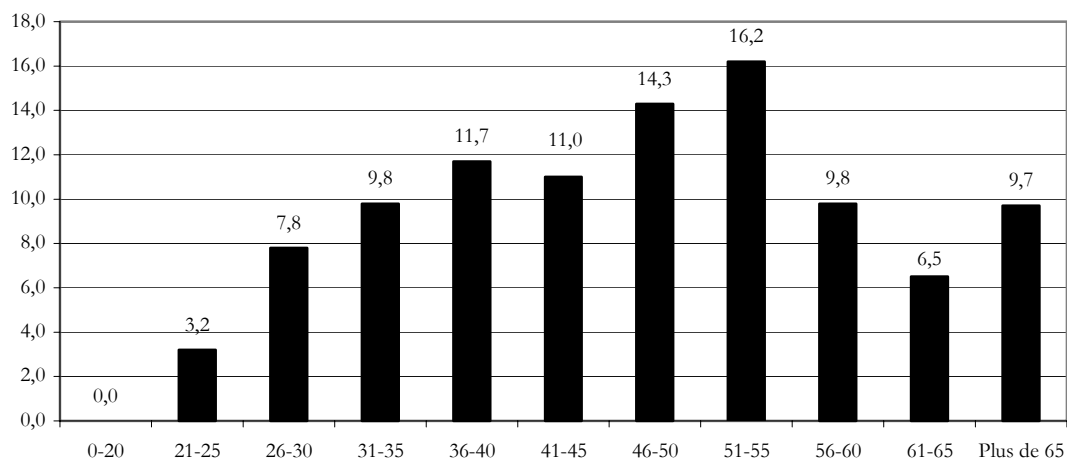
### 1.1.3. L'âge

La distribution des âges suit une courbe particulière, distincte de celle que l'on peut retrouver parmi la population, mais aussi différente de la pyramide des âges dans l'ensemble des adhérents de ce parti.

Parmi les cadres socialistes qui ont répondu à notre questionnaire, la classe d'âge la mieux représentée est celle des 51-60 ans. On y dénombre pas moins de 26%<sup>11</sup> des personnes interrogées. Mais les cadres appartenant à la classe d'âge directement inférieure (41-50 ans) représentent également une proportion importante au sein du PS. Ils constituent 25,3%<sup>12</sup> de l'échantillon sondé.

La moitié des cadres socialistes a donc entre 41 et 60 ans. Avec 21,5% de la population sondée, il convient de pointer que la classe d'âge des 31-40 ans est aussi très présente parmi les cadres socialistes<sup>13</sup>.

**Graphique 1 : Pyramide des âges des congressistes du Parti socialiste**



En revanche, et très logiquement, les tranches d'âge supérieures et inférieures sont proportionnellement moins étoffées : 16,2% des cadres interrogés ont plus de 61 ans<sup>14</sup>, tandis que 11% d'entre eux ont moins de 30 ans<sup>15</sup>.

De manière générale, il est à remarquer que les classes d'âge intermédiaires, constituant l'essentiel de la population active en général, sont également les principales catégories impliquées dans la vie partisane.

<sup>11</sup> 16,2% et 9,8%.

<sup>12</sup> 11,0% et 14,3%.

<sup>13</sup> 9,8% et 11,7%.

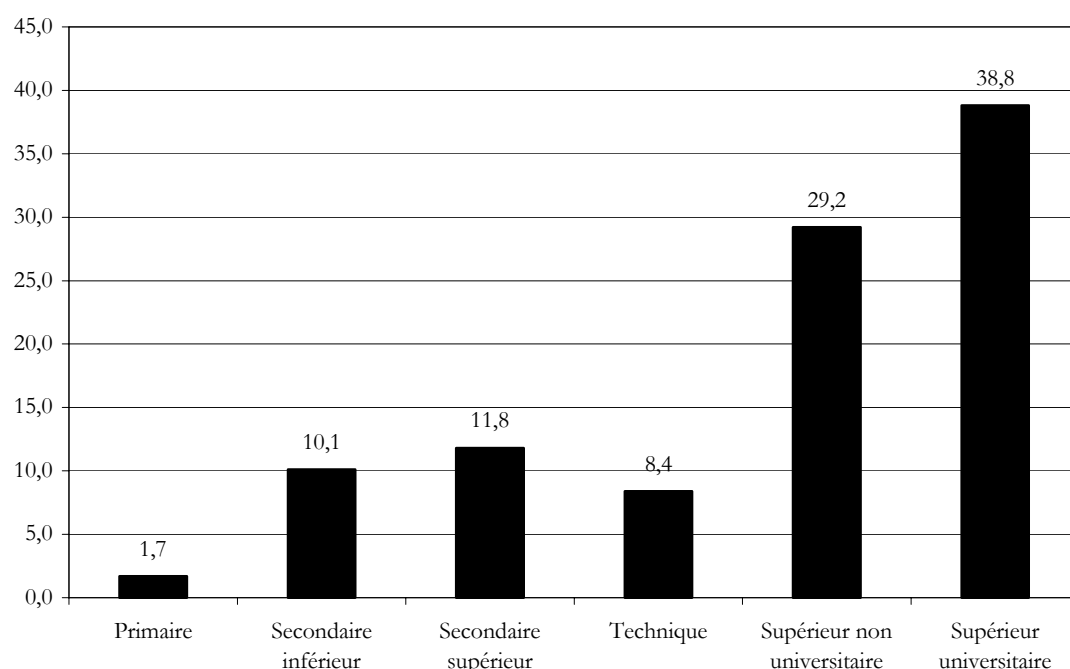
<sup>14</sup> 6,5% et 9,7%.

<sup>15</sup> 3,2% et 7,8%.

### 1.1.4. Niveau de diplôme et type de formation

En première analyse, il est frappant de constater la très forte présence de cadres ayant suivi une formation dans l'enseignement supérieur. Si l'on agrège les catégories supérieur non universitaire et supérieur universitaire, près de 70% des congressistes ont ce niveau de diplôme <sup>16</sup>. Plus de deux tiers des personnes sondées ont donc une formation de type supérieur. Cette sur-représentation est fréquente parmi un milieu de « cadres », mais en l'occurrence elle est relativement importante dans le chef du Parti socialiste, dont un segment important des membres provient de catégories populaires salariées au capital scolaire tendancielle plus faible que la moyenne. Par ailleurs, ce pourcentage apparaît aussi élevé à la lumière de la pyramide des âges. La démocratisation de l'accès aux études supérieures est un phénomène récent et, à ce titre, touche donc plus les jeunes générations. Or, nous l'avons épinglé, ce segment n'est pas dominant dans la pyramide des âges.

**Graphique 2 : Capital scolaire des congressistes du Parti socialiste**



Pour leur part, les cadres socialistes détenant un diplôme des divers types d'enseignement secondaire (inférieur, supérieur et technique) forment 30,3% <sup>17</sup> de la population interrogée. Notons qu'au sein de cette catégorie, la proportion de cadres issus de l'enseignement technique est relativement importante (8,4% de la population analysée). Les cadres dont le diplôme le plus élevé obtenu relève au maximum de l'enseignement primaire ne constituent qu'une part infime de l'échantillon étudié (1,7%).

<sup>16</sup> 43,6% et 32,7%.

<sup>17</sup> 10,1%, 11,8% et 8,4%.

Si l'on s'intéresse de façon plus précise à la catégorie des diplômés du monde universitaire, il est intéressant de se pencher sur les formations suivies par cette catégorie de cadres du PS. Les disciplines les plus prisées sont le droit (23,2% des occurrences), les sciences (21,4%), les études d'ingénieur (10,7%), et de criminologie (7,1%). Près de deux tiers des cadres universitaires (62,4%) ont effectué leurs études dans l'un de ces quatre domaines.

**Tableau 3 : Disciplines des cadres du PS qui ont suivi une formation universitaire**

	Occurrences	%
Biologie	1	1,8
Criminologie	4	7,1
Droit	13	23,2
Économie	3	5,4
Gestion	1	1,8
Ingénieur	6	10,7
Journalisme	3	5,4
Langues	3	5,4
Mécanique	1	1,8
Notariat	1	1,8
Philologie	1	1,8
Philosophie	1	1,8
Science politique	1	1,8
Psychologie	1	1,8
Psychopédiatrie	1	1,8
Sciences	12	21,4
Sociologie	1	1,8
Travail	2	3,6
Total	56	100,0

### 1.1.5. Statut socioprofessionnel

Au sein de la population sondée, 157 personnes se déclarent actives et 21 inactives, soit respectivement 88,20% et 11,80% de l'échantillon, ce qui révèle une nette sur-représentation des actifs par rapport à leur représentation dans la population belge (39,5%).

Si l'on se penche sur la population des actifs parmi les cadres interrogés, nous pouvons observer que le groupe des fonctionnaires constitue la catégorie socioprofessionnelle la plus importante. Cette catégorie rassemble à elle seule plus de la moitié des cadres actifs interrogés (53,5%). La proportion d'employés est elle aussi significative : elle s'élève à 23,9% des actifs déclarés. En proportion de la population concernée, le nombre d'indépendants est non négligeable puisqu'il s'élève à 9%. En revanche, la catégorie des ouvriers est peu présente parmi les congressistes du Parti socialiste. Seuls 4,5% des cadres appartiennent à cette catégorie.

**Tableau 4 : Statut parmi les actifs**

	Occurrences	%
Ouvrier	7	4,5
Employé	37	23,9
Fonctionnaire	83	53,5
Indépendant	14	9,0
Autre	14	9,0
Total	155	100,0

Dans l'ensemble des actifs, ce sont les congressistes exerçant une activité à caractère politique qui sont les plus nombreux : 16,4% déclarent être actifs dans cette branche. Vient ensuite l'enseignement (13,8%) et le secteur administratif/secteur public (11,2%). Ces constats sont à mettre en relation avec la forte présence de fonctionnaires au sein de l'échantillon sondé et, bien évidemment, d'un très grand nombre de professionnels politiques. Ensemble, ces trois secteurs d'activité couvrent 41,4% des cadres actifs au PS.

**Tableau 5 : Secteurs d'activités parmi les actifs**

	Occurrences	%
Administration/secteur public	13	11,2
Associatif	2	1,7
Assurances et banques	2	1,7
Bâtiment	5	4,3
Commerce	1	0,9
Culturel	3	2,6
Économie	5	4,3
Enseignement	16	13,8
Environnement	1	0,9
Industrie	3	2,6
Informatique	1	0,9
Journalisme	3	2,6
Justice	8	6,9
Politique	19	16,4
Professionnel	2	1,7
Santé	6	5,2
Scientifique	3	2,6
Sécurité	2	1,7
Services	5	4,3
Social	6	5,2
Technique	3	2,6
Transport	3	2,6
Autre	4	3,4
Total	117	100,0

Parmi les inactifs, nous avons essentiellement affaire à des (pré)pensionnés. Ils représentent 90,4% de cette catégorie. Dès lors, les autres statuts d'inactifs apparaissent insignifiants parmi les cadres socialistes. La proportion d'hommes ou de femmes au foyer (4,8%) et de chômeurs (4,8%) est très faible, et aucun des congressistes concernés n'a

déclaré appartenir à la catégorie des étudiants. Cette dernière observation est à mettre en relation avec l'absence relative de jeunes parmi l'échantillon sondé : aucun délégué interrogé n'a moins de 20 ans, et 3,2% a entre 21 et 25 ans.

**Tableau 6 : Situation parmi les cadres socialistes inactifs professionnels**

	Occurrences	%
Homme/femme au foyer	1	4,8
(Pré)pensionné	19	90,4
Chômeur	1	4,8
Étudiant	0	0,0
Total	21	100,0

Ces indications confirment l'ébauche de profil déjà esquissée. La faible proportion de chômeurs peut être corrélée au haut niveau de formation des cadres. Dans le même ordre d'idées, la sur-représentation des (pré)pensionnés n'est pas étonnante dans la mesure où nous avons pu constater une moyenne d'âge relativement élevée chez les cadres intermédiaires du PS.

Assez logiquement, l'analyse des données relatives à l'âge, au niveau de diplôme et au statut professionnel de notre échantillon aboutit à des conclusions concordantes.

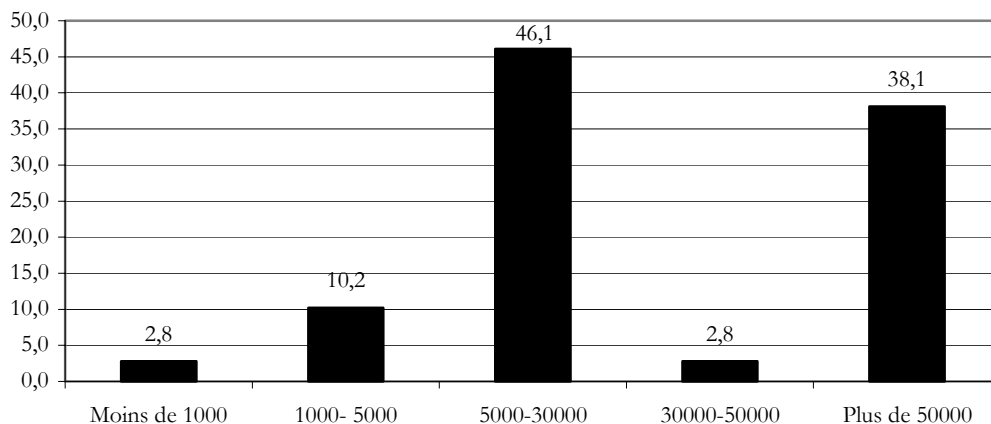
### 1.1.6. Provenance géographique

Le lieu de résidence des cadres présente des caractéristiques particulières. Un peu moins de la moitié des personnes interrogées (46,1%) vivent dans une commune de taille moyenne (entre 5 000 et 30 000 habitants). Plus d'un tiers des cadres (38,1%) réside dans une grande ville (plus de 50 000 habitants<sup>18</sup>). Ensemble, ces deux catégories rassemblent 84,2% de la population sondée. Les 15 % restants se répartissent comme suit : 10,2% habitent un village (entre 1 000 et 5 000 habitants), 2,8% ont élu domicile dans une ville moyenne (entre 30 000 et 50 000 habitants, dont le nombre est peu important en Wallonie) et les 2,8% restants concernent les résidents d'une commune de très petite taille (moins de mille habitants).

Cette analyse permet de constater le caractère fortement urbain du lieu de résidence des cadres du PS. Cette indication doit toutefois être nuancée. Dans la mesure où l'enquête a été réalisée dans un congrès se tenant à Bruxelles, il est possible que les délégués bruxellois aient été les plus disciplinés en termes de présence. Par ailleurs, le lieu de résidence des congressistes du PS est d'abord lié au poids politique des fédérations.

Inversement, les cadres issus de fédérations rurales ou péri-urbaines sont sous-représentés dans l'échantillon analysé.

<sup>18</sup> Notons que les communes bruxelloises sont directement assimilées à la catégorie des plus de 50.000 habitants.

**Graphique 3 : Lieu de résidence des cadres socialistes**

## 1.2. LES RAPPORTS À LA RELIGION

Historiquement, le Parti socialiste s'est clairement positionné en tant que formation incarnant le versant laïque du clivage philosophique, mis en évidence par Rokkan et Lipset<sup>19</sup> et considéré comme un des clivages classiques de la cristallisation politique en Belgique.

Cependant, des changements sont à l'œuvre au sein de la société, en particulier en termes de sécularisation<sup>20</sup>. Ce conflit qui structurait l'ensemble de la société tend à s'estomper, à tout le moins d'être moins prégnant. En réaction à ces évolutions, d'autres partis ont opéré des réalignements sur ce clivage philosophique. C'est le cas du parti libéral qui s'est ouvert aux chrétiens en 1961<sup>21</sup>. Plus récemment, le Parti social chrétien a abandonné son étiquette chrétienne pour se rebaptiser Centre démocrate humaniste.

Il était donc intéressant d'examiner le rapport des cadres socialistes à la religion et à la laïcité, et dans quelle mesure leur socialisation s'est opérée dans un cadre plus ou moins laïque.

### 1.2.1. Croyances et pratiques

Le premier axe pour appréhender cette dimension est bien sûr le rapport à la (aux) croyance(s) et aux pratiques.

<sup>19</sup> S. M. LIPSET, S. ROKKAN, « Cleavages Structures, Party Systems and Voter Alignments : An Introduction », S.M. LIPSET, S. ROKKAN (ed.), *Party Systems and Voter Alignments : Cross-National Perspectives*, New York, The Free Press, 1967, pp. 1-64.

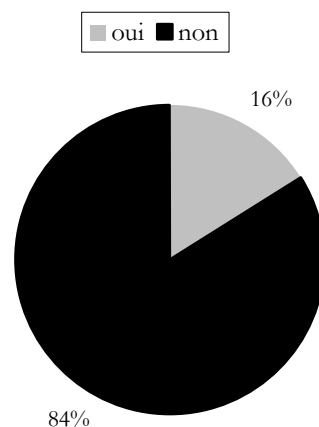
<sup>20</sup> L. VOYÉ, K. DOBBELAERE, « De la religion : ambivalences et distancements », in B. BAWIN-LEGROS, L. VOYÉ, K. DOBBELAERE, M. ELCHARDUS (ed.), *Belge toujours. Fidélité, stabilité, tolérance. Les valeurs des Belges en l'an 2000*, Bruxelles, De Boeck, 2000.

<sup>21</sup> P. DELWIT, « Du parti libéral à la fédération PRL FDF MCC », in P. DELWIT (ed.), *Libéralismes et partis libéraux en Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2002, pp. 179-197.

Très majoritairement, l'élite socialiste est non croyante : 84,0% des congressistes se déclarent non croyants, pour 16,0% de croyants. En 2000, la pénétration de cadres ayant un rapport à une religion reste donc relativement peu significative politiquement et socialement.

Parmi les croyants (16,0% de l'échantillon sondé), 70,8% se déclarent catholiques tandis que 8,3% se réclament d'une catégorie aux frontières plus floues, celle des « chrétiens ». Cette façon de se définir pourrait correspondre à une volonté de distanciation par rapport au catholicisme classique, tout en ne reniant ni la croyance, ni une certaine culture chrétienne (qu'il s'agisse de valeurs, de modes de pensée ou de comportements...). Seules deux personnes revendiquent une croyance pour une autre religion monothéiste. Notons toutefois que la catégorie des croyants est très peu étoffée (24 personnes). Sur cette base, toute généralisation paraît problématique.

**Graphique 4 : Croyance parmi les cadres socialistes**

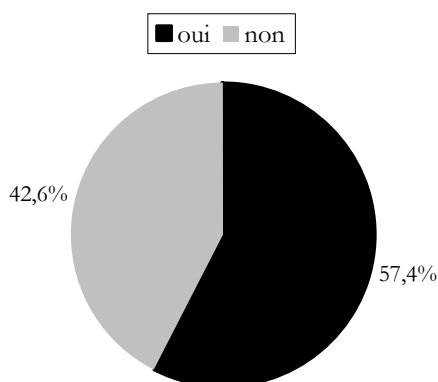


**Tableau 7 : Religion déclarée parmi les cadres croyants du Parti socialiste**

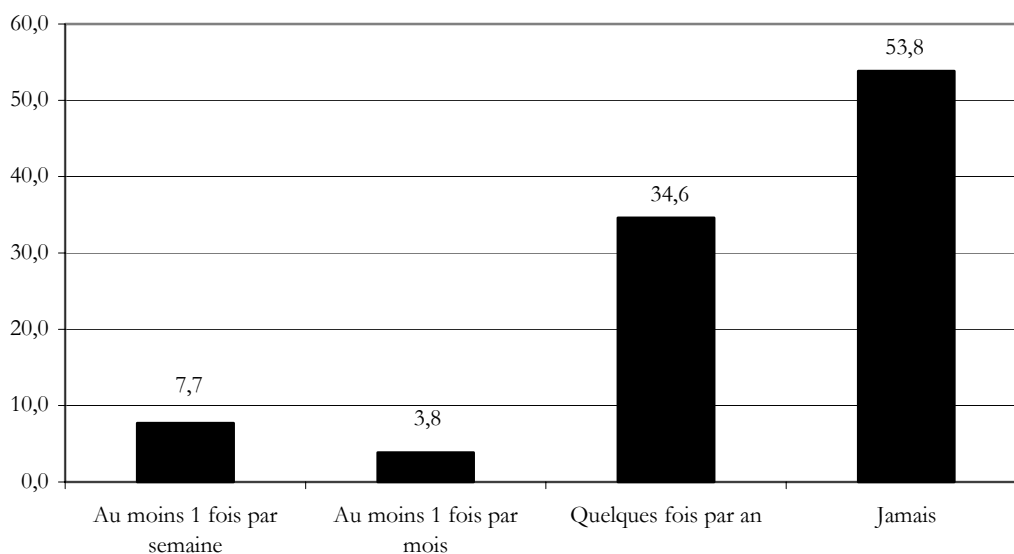
	Occurrences	%
Catholique	17	70,8
« Chrétienne »	2	8,3
Musulmane	1	4,2
Protestante	1	4,2
Non précisé	3	12,5
Total	24	100,0

Parmi les non-croyants (86,0% de l'échantillon sondé), un peu plus de la moitié déclare appartenir à une association laïque ou de « libre pensée » (57,4%).



**Graphique 5 : Appartenance à une association laïque ou de libre pensée parmi les cadres socialistes non-croyants**

Qu'en est-il en termes de pratiques ? La fréquentation du lieu de culte est très faible. Plus de la moitié des croyants affirment ne jamais pratiquer (53,8%). De plus, 34,6% d'entre eux n'assistent à l'office que de manière occasionnelle. Ceci est vraisemblablement lié à certaines dates importantes du calendrier chrétien (Noël, Pâques,...) ou à certains événements (communions, mariages, enterrements,...). De la sorte, 88,4% des cadres sondés s'inscrivent dans une démarche de pratique très peu assidue. À l'autre versant, ils ne sont qu'un peu plus de 10 % à prendre part au culte de façon régulière (11,5%<sup>22</sup>).

**Graphique 6 : Degrés de pratique parmi les cadres croyants du Parti socialiste**

Ces observations peuvent être mises en parallèle avec l'opinion des cadres quant à l'accueil et à la place que le PS réserve aux croyants. Pour tester la position des cadres sur ce thème, nous leur avons demandé de se situer par rapport à l'affirmation suivante :

<sup>22</sup> 7,7% et 3,8%.

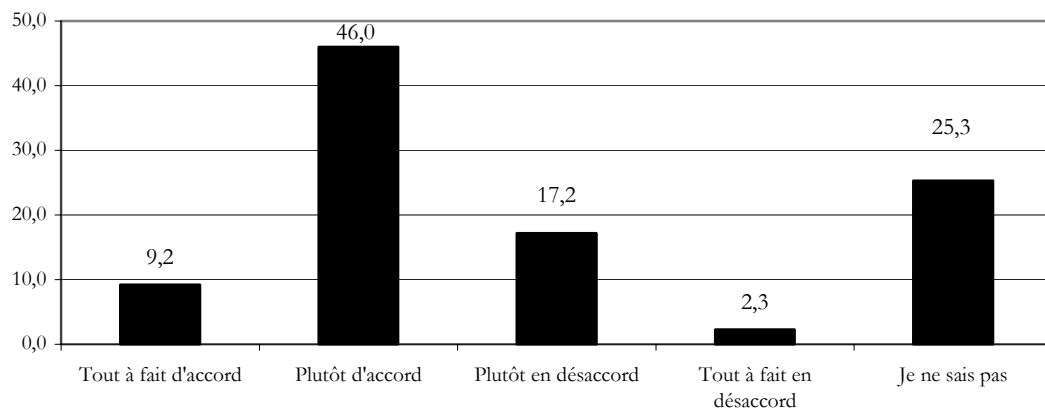
« Les croyants se sentent bien au Parti socialiste ». Les répondants avaient le choix entre différentes propositions : « tout à fait d'accord », « plutôt d'accord », « plutôt en désaccord », « tout à fait en désaccord » et « je ne sais pas ».

Le premier constat que nous livre l'analyse des résultats est que les positions extrêmes (tout à fait d'accord ou tout à fait en désaccord) sont très peu pointées par les congressistes. Seuls 11,5% d'entre eux ont opté pour l'une de ces deux affirmations <sup>23</sup>.

Observons de plus que près de la moitié des cadres sondés se sont déclarés « plutôt d'accord » avec l'idée selon laquelle « les croyants se sentent bien au Parti socialiste » (46%). Plus globalement, l'approbation est très majoritaire puisque 55% des cadres répondent positivement à la question <sup>24</sup>. A contrario, ils ne sont que un sur six à penser le contraire <sup>25</sup>.

Mais, il est aussi important de noter la forte proportion de personnes interrogées ayant choisi de cocher la solution « je ne sais pas ». Cette configuration rassemble pas moins d'un quart des cadres concernés.

**Graphique 7 : Appréciation portée par les cadres socialistes à la suggestion « Les croyants se sentent bien au Parti socialiste »**



### 1.2.2. Réseau d'enseignement

Dans cette optique, la relation à l'école est bien évidemment essentielle dans un pays où la question scolaire (et en plusieurs occasions la guerre scolaire) a été emblématique du clivage philosophique opposant pendant longtemps catholiques aux libéraux ou catholiques aux socialistes.

À ce sujet, le doute n'est pas permis. Les cadres socialistes sont des enfants de l'enseignement officiel.

<sup>23</sup> 9,2% et 2,3%.

<sup>24</sup> 9,2% et 46,0%.

<sup>25</sup> 17,2% et 2,3%.

79,9% d'entre eux ont fréquenté le réseau d'enseignement officiel durant l'entièreté de leurs études secondaires. Avec 13,8% des configurations, l'enseignement libre confessionnel est le deuxième réseau d'enseignement le plus fréquenté par les cadres sondés. Les situations de croisement ou de mixité sont très rares. Seuls 4,6% des congressistes ont traversé les réseaux au cours de leurs années d'études secondaires. La fréquentation de l'enseignement libre non confessionnel est pour sa part infinitésimale puisqu'elle ne concerne qu'un peu plus d'une personne sur cent (1,7%), ce qui est normal vu son caractère confidentiel par rapport aux deux grands autres réseaux.

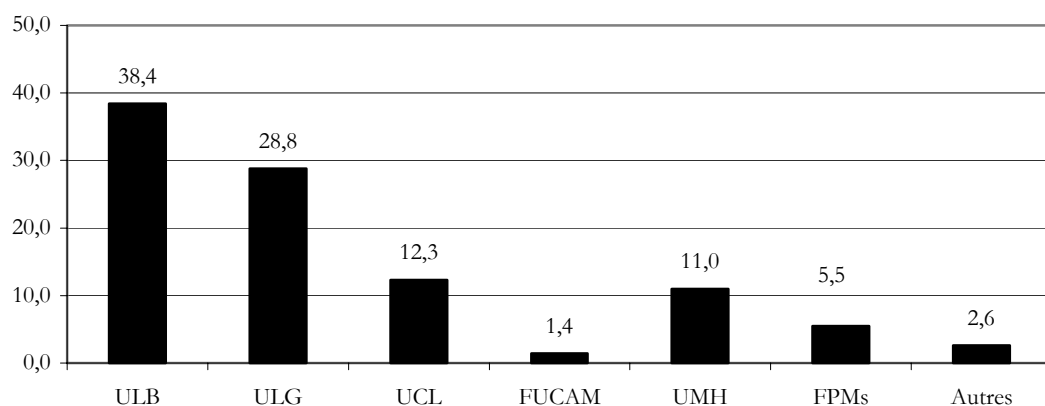
**Tableau 8 : Réseau scolaire fréquenté par les congressistes du PS**

	Occurrences	%
Officiel	139	79,9
Libre confessionnel	24	13,8
Libre non confessionnel	3	1,7
Plusieurs réseaux	8	4,6
Total	174	100,0

Dans leur très grande majorité, les cadres du PS ont donc grandi et ont été formés dans la sphère éducative officielle.

Le même constat peut être fait en ce qui concerne les répondants ayant suivi des études universitaires. En effet, seuls 13,7% d'entre eux ont suivi un cursus universitaire dans une université libre confessionnelle (UCL surtout et, dans une moindre mesure, les FUCAM<sup>26</sup>). La totalité des autres répondants a étudié dans une université non confessionnelle. Bien évidemment, parmi celles-ci l'Université libre de Bruxelles (ULB – Université libre non confessionnelle) et l'Université de Liège (ULG – Université d'État) sont les plus fréquemment citées (respectivement, par 38,4% et 28,8% de l'échantillon concerné), puisqu'il s'agit d'universités complètes.

**Graphique 8 : Universités fréquentées par les cadres socialistes détenteurs d'un titre universitaire**



Il y a de la sorte une distance par rapport à l'enseignement libre confessionnel, à l'échelle

<sup>26</sup> 12,3% et 1,4%.

des études secondaires et (le cas échéant) de l'enseignement universitaire, dans la socialisation des congressistes du PS. Le constat n'est pas surprenant mais on avait à ce jour peu de données qui en établissaient la matérialité.

### 1.2.3. La presse écrite et les cadres socialistes

Le partage de valeurs laïques ou de la libre pensée, et la socialisation dans un milieu éducatif officiel influent-ils sur les choix de supports en termes d'information ? Pour appréhender cette problématique, nous avons examiné les quotidiens et magazines les plus lus parmi les congressistes du Parti socialiste.

En la matière, l'appartenance à un « monde » semble confirmée. Le journal généraliste de la presse écrite francophone le plus lu est *Le Soir*. C'est celui qui a, historiquement, le plus d'attaches avec le monde laïque, même s'il a initié un processus d'ouverture depuis plusieurs années. C'est également le quotidien francophone le plus important en termes de tirage. Près de huit cadres sur dix le consultent très régulièrement (plusieurs fois par semaine). Le second quotidien généraliste consulté de manière régulière par les cadres socialistes est *Le Matin*, qui paraissait encore à ce moment (56,5% des cadres déclarent le parcourir au moins plusieurs fois par semaine).

Le quotidien généraliste francophone, historiquement relié au monde catholique – *La Libre Belgique* – arrive pour sa part en troisième position des quotidiens les plus lus, en étant régulièrement consulté par 35,2% des congressistes. Dans cette échelle de la régularité, il devance *L'Écho* consulté très régulièrement par près de 24,4% des cadres, et enfin *La Dernière heure* (24,1%).

En ce qui concerne la presse régionale, l'analyse est plus difficile dans la mesure où la concurrence n'est pas nécessairement présente. Les Bruxellois qui achètent un quotidien régional choisissent pour l'essentiel *La Lanterne* (aujourd'hui *La Capitale*) alors que les Namurois se portent plutôt sur *Vers l'Avenir*, quelles que soient leurs sensibilités philosophiques.

Un journal du groupe Vers l'Avenir est consulté très régulièrement par un peu moins d'un tiers des congressistes (30,6%). Cette proportion est comparable à celle que l'on peut retrouver pour un quotidien régional du groupe Rossel (*La Meuse ou La lanterne*, 36,7%).

En ce qui concerne les hebdomadaires, le rapport à une sensibilité ne se pose pas. Près de 40% des cadres sondés consultent *Le Vif-L'express* au moins une fois par mois<sup>27</sup> et, plus précisément encore, 21,2% toutes les semaines. En revanche, *Le Soir Magazine* est nettement moins prisé : ils ne sont que 20,6% à le lire au moins une fois par mois<sup>28</sup>.

À l'aune de cette analyse, plusieurs constats s'imposent. Les cadres intermédiaires semblent se documenter abondamment à travers la lecture régulière de plusieurs quotidiens et hebdomadaires. Ils s'informent principalement via les quotidiens nationaux historiquement reliés au monde laïque, mais *La Libre Belgique* n'est pas boudée pour autant.

<sup>27</sup> 21,2% et 19,2%.

<sup>28</sup> 10,3% et 10,3%.

Lorsqu'ils lisent la presse à vocation régionale ou les hebdomadaires, ces préférences liées aux héritages philosophiques s'estompent.

### 1.3. LE POSITIONNEMENT ET LE PROFIL SOCIO-POLITIQUE DES CADRES DU PARTI SOCIALISTE

#### 1.3.1. Le profil socio-politique

##### *Les générations d'engagement*

Pour examiner la chronologie de l'engagement politique, nous avons demandé aux élites intermédiaires socialistes de préciser la date de leur adhésion au Parti socialiste. 40,1%<sup>29</sup> des cadres ont adhéré au parti entre 1970 et 1984, c'est-à-dire depuis quinze à trente ans. Cette observation est relativement normale compte tenu de la pyramide des âges que nous avons précédemment évoquée (forte présence des classes d'âge « moyennes », de 41 à 60 ans) et eu égard au fait qu'il faut, en principe, un certain temps de « vie » et de militance au parti pour prendre part à des organes de décision fédérale, qui supposent d'être élus (en l'occurrence être choisi comme délégué au congrès). Les cadres socialistes semblent donc en moyenne être détenteurs d'une expérience importante en terme de militance ou d'adhésion au PS.

Néanmoins, cette supposition est partiellement démentie par une autre observation. En effet, la catégorie des « récemment affiliés » (entre 1985 et 2000) est également très fortement représentée au congrès (33,4%<sup>30</sup>) ; plus particulièrement d'ailleurs dans les années 1990 (26,6%). Les adhérents les plus anciens (plus de trente ans d'appartenance au PS) sont exactement aussi nombreux que les affiliés récents ; ils constituent environ un quart de la population sondée (26,6%)<sup>31</sup>.

Au congrès, il y a donc coexistence de trois générations. D'une part, on retrouve les plus « anciens » (au moins trente années d'engagement dans le parti). Cette catégorie rassemble un peu plus d'un quart de la population sondée. La classe intermédiaire, avec une expérience variant de quinze à trente ans, est la plus fournie, avec 40,1%. Enfin, il y a les « nouveaux », ceux qui ont adhéré entre 1985 et 2000, qui constituent eux aussi un tiers de l'échantillon interrogé.

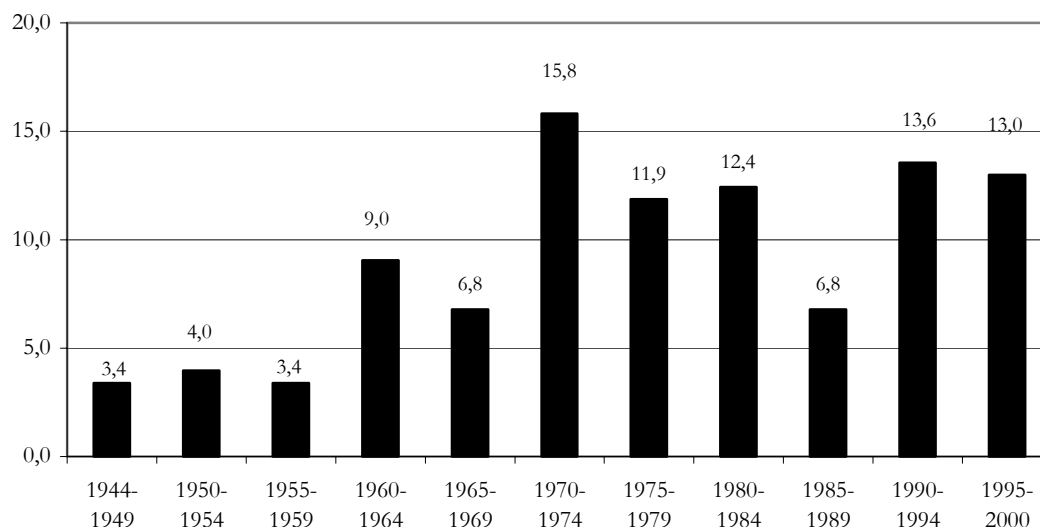
Au final, deux tiers des cadres présents au congrès de 2000 sont entrés au PS depuis quinze ans au moins<sup>32</sup>. Dans l'ensemble, les cadres interrogés ont donc une expérience du militantisme relativement longue.

<sup>29</sup> 15,8%, 11,9% et 12,4%.

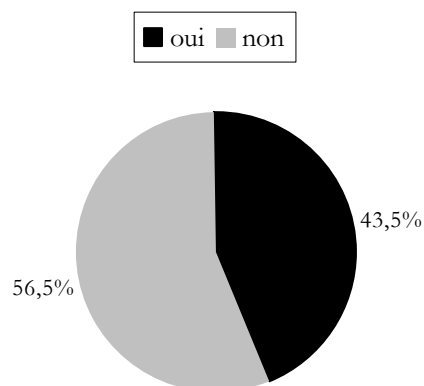
<sup>30</sup> 6,8%, 13,6% et 13,0%.

<sup>31</sup> 26,6%, soit 3,4%, 4,0%, 3,4%, 9,0% et 6,8%.

<sup>32</sup> 66,7%, soit 3,4%, 4,0%, 3,4%, 9,0%, 6,8%, 15,8%, 11,9% et 12,4%.

**Graphique 9 : Génération d'adhérents du Parti socialiste parmi les cadres intermédiaires (en %)*****Des élites intermédiaires pourvues d'un mandat politique***

À la question de savoir si les personnes exercent un mandat politique, près de la moitié des sondés a répondu par l'affirmative.

**Graphique 10 : Exercice d'un mandat politique**

Les cadres interrogés avaient la possibilité de mentionner jusqu'à trois mandats exercés.

Parmi les premiers mandats cités, le plus important quantitativement – conseiller communal – est le plus mentionné, ce qui paraît relativement normal puisqu'il s'agit du mandat politique le plus répandu : il y a 5 920 conseillers communaux en Communauté française de Belgique<sup>33</sup>. Plus de 50% des cadres ayant un mandat déclarent occuper cette

<sup>33</sup> Auxquels on peut ajouter quelques mandats dans les six communes à facilités de la périphérie bruxelloise et dans la commune de Fourons.

fonction. Par ailleurs, 13% d'entre eux citent le mandat d'échevin, et 11,7% de bourgmestre. On dénombre aussi 9,1% de conseillers CPAS (et un président).

**Tableau 9 : Mandats politiques exercés par les cadres socialistes**

	Occurrences	%
Conseiller communal	40	51,9
Conseiller CPAS	7	9,1
Échevin	10	13,0
Bourgmestre	9	11,7
Président de CPAS	1	1,3
Conseiller provincial	4	5,2
Député permanent	2	2,6
Député régional	2	2,6
Parlementaire fédéral ou européen	1	1,3
Ministre	1	1,3
Total	77	100,0

Les répondants avaient également la possibilité de mentionner l'exercice d'un deuxième mandat. Vingt-trois cadres ont déclaré un tel cumul (soit 13% de l'échantillon total). Les mandats les plus cités en second lieu sont ceux de président de CPAS (cinq personnes, soit 21,7% des individus concernés), député régional (21,7%) et parlementaire fédéral ou européen (26,1%).

**Tableau 10 : Mandats politiques exercés par les cadres socialistes**

	Occurrences	%
Conseiller CPAS	3	13,0
Bourgmestre	1	4,3
Président de CPAS	5	21,7
Conseiller provincial	3	13,0
Député régional	5	21,7
Parlementaire fédéral ou européen	6	26,1
Total	23	100,0

Enfin, seuls cinq participants au Congrès de 2000 ont mentionné l'exercice d'un troisième mandat. Il s'agit très majoritairement de personnes exerçant la fonction de ministre (quatre occurrences). S'y ajoute un député régional.

En conclusion, il est frappant de constater que les personnes interrogées semblent citer en premier lieu leur mandat de type plus local, pour dans un deuxième (voire dans un troisième) temps faire mention de l'exercice d'une fonction à un échelon de pouvoir supérieur (député, parlementaire, ministre).

### ***Autopositionnement et positionnement du PS***

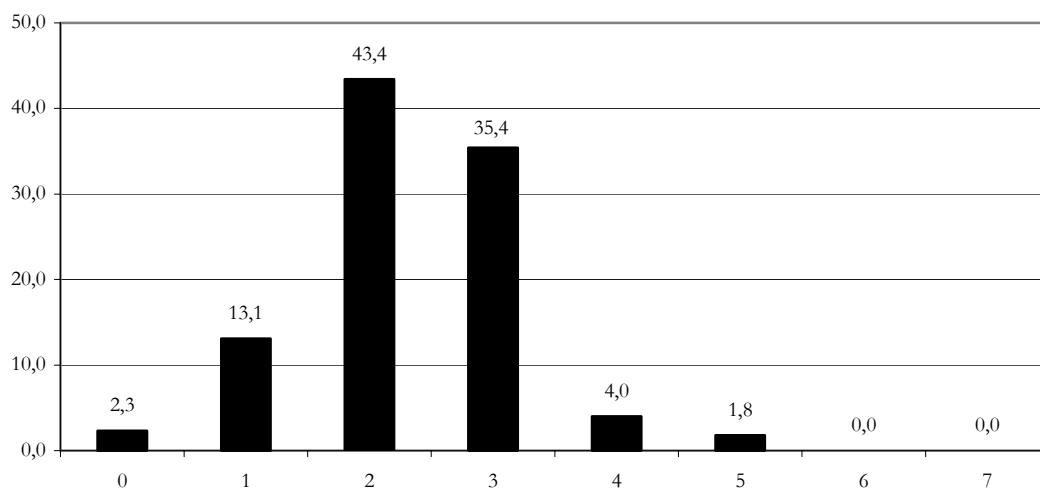
Pour examiner le positionnement socio-politique des cadres intermédiaires du Parti socialiste, nous avons travaillé en plusieurs étapes.

Dans un premier temps, nous avons testé l'autopositionnement des congressistes sur un axe gauche-droite. Les notes vont de 0 à 7. 0 La position la plus à gauche est 0 et 7 la position la plus à droite. Il n'y a donc aucune position centriste : les positions de 0 à 3 sont situées à gauche sur l'axe, tandis que les positions de 4 à 7 sont situées à droite.

Les congressistes socialistes se positionnent clairement à gauche sur l'axe gauche-droite. En effet, sur les 175 réponses valides reçues à cette question, le score moyen est de 2,32. La position 2 rassemble à elle seule 43,4% des cadres socialistes.

Au-delà de cette première observation, il importe de noter que l'éventail des positions est faible. Près de 80% des répondants se positionnent en effet sur les notes 2 et 3, c'est-à-dire les positions à gauche de l'axe, mais non les plus à gauche (positions incarnées par les catégories 0 et 1). 13,1% des congressistes ont opté pour une posture très à gauche (position 1) et 2,3% pour la configuration la plus à gauche (position 0). Seuls dix participants (5,8%) au congrès ont choisi un classement à droite (note 4 à 7)<sup>34</sup>.

**Graphique 11 : Autopositionnement sur l'axe gauche-droite des cadres socialistes sur une échelle allant de 0 (position la plus à gauche) à 7 (position la plus à droite)**



Si on prolonge l'analyse en demandant aux cadres de positionner cette fois leur parti sur le même axe gauche-droite, les tendances observées révèlent des convergences mais aussi certaines divergences.

En effet, les cadres intermédiaires du Parti socialiste classent leur formation légèrement plus à droite que leur autopositionnement moyen : ils situent en moyenne leur parti à 2,76 sur l'échelle proposée. La différence par rapport à leur autopositionnement moyen est donc faible mais pas insignifiante (0,44).

Les moyennes convergent donc, mais les distributions observées présentent certaines différences. Les positions 1 et 2 sont moins fréquemment citées par les cadres lorsqu'ils doivent situer leur parti que lorsqu'ils s'autopositionnent. À l'inverse, la position 3 devient la plus importante en termes d'évocation. Plus de la moitié des congressistes

<sup>34</sup> Sept personnes sur la position 4 et 3 sur la position 5. Notons que dans certains cas, ce positionnement à droite est peut-être dû à une mauvaise interprétation de l'échelle proposée.

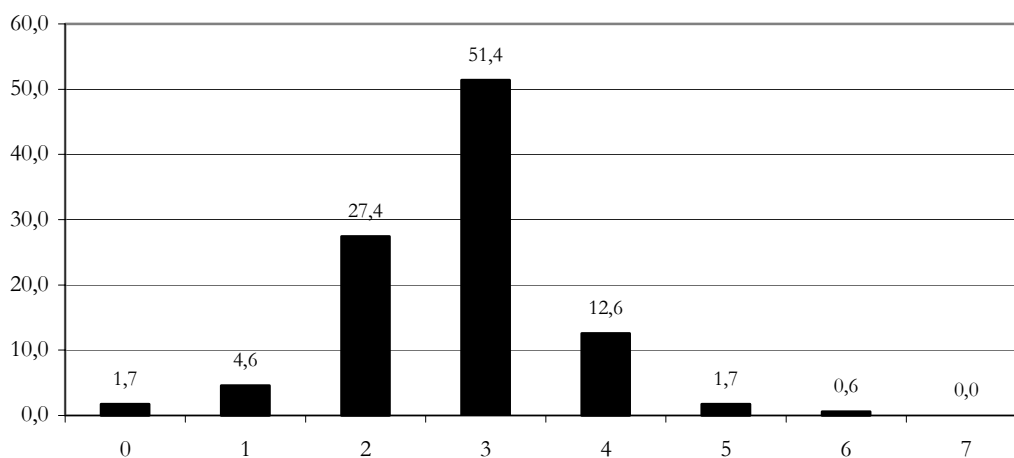


(51,4%) placent leur parti à cet endroit de l'échelle proposée, soit une posture que l'on peut qualifier de centre-gauche.

On note donc une inversion dans les catégories les plus citées, suivant que l'on s'intéresse à l'autopositionnement des cadres (dans ce cas, la catégorie la plus citée est la 2) ou à la position sur laquelle les congressistes placent leur parti (position 3).

Au demeurant, le croisement de l'autopositionnement et du positionnement révèle une large similitude de références choisies. 93 personnes interrogées sur 174, soit plus de la moitié des personnes interrogées (53,5%), pointent les mêmes positions pour les deux questions (positionnement du parti et autopositionnement). Par là, ils évoquent donc une parfaite similitude entre leur propre évaluation politique et celle qu'ils attribuent à leur parti. Constatons toutefois que 41,1%<sup>35</sup> des cadres qui se classent sur la posture 2 situent leur formation légèrement plus à droite qu'eux (note 3). De même, près de 39% de ceux qui s'établissent sur la note 1 positionnent leur parti sur la note 2, et 16% des personnes se plaçant sur la position 3 situent leur parti sur la position 4.

**Graphique 12 : Positionnement sur l'axe gauche-droite du Parti socialiste par ses cadres sur une échelle allant de 0 (position la plus à gauche) à 7 (position la plus à droite)**



De manière générale, on constate donc que lorsque les cadres introduisent une différence dans les positionnements demandés (autopositionnement *versus* positionnement du parti), cette différence va très majoritairement dans le sens d'un positionnement personnel plus à gauche que ce qu'ils ne positionnent leur parti<sup>36</sup>. Seules 8 personnes sur 174 (soit moins de 5% de l'échantillon concerné) se situent dans une configuration inverse (autopositionnement moins à gauche que le positionnement du parti).

<sup>35</sup> 32 cadres sur les 76 se positionnant sur la case 2.

<sup>36</sup> 73 personnes sur 174, soit 41,9%.

**Tableau 11 : Croisement de l'autopositionnement et du positionnement politiques**

	Positionnement du PS								
	0	1	2	3	4	5	6	7	Total
Autopositionnement	0	1	2	1					4
1		4	9	9	1				23
2	1	1	36	32	6				76
3		1	2	47	10	2			62
4				2	4		1		7
5					1	1			2
6									
7									
Total	2	8	48	90	22	3	1		174

### 1.3.2. Les rapports aux autres partis

Nous avons aussi voulu tester la proximité, les affinités, ou l'éloignement envers les autres formations de l'échiquier politique. Pour ce faire, nous avons demandé aux personnes interrogées d'évaluer, sur une échelle de 0 à 7, leur degré de sympathie envers les autres partis (0 signifie l'antipathie la plus forte, 7 correspond à la sympathie la plus importante).

D'une façon générale, l'opinion des cadres du PS envers les autres partis politiques est peu favorable. 86,6% d'entre eux choisissent en moyenne les positions allant de 0 à 3 (soit toutes les positions plus ou moins défavorables) pour l'ensemble des partis.

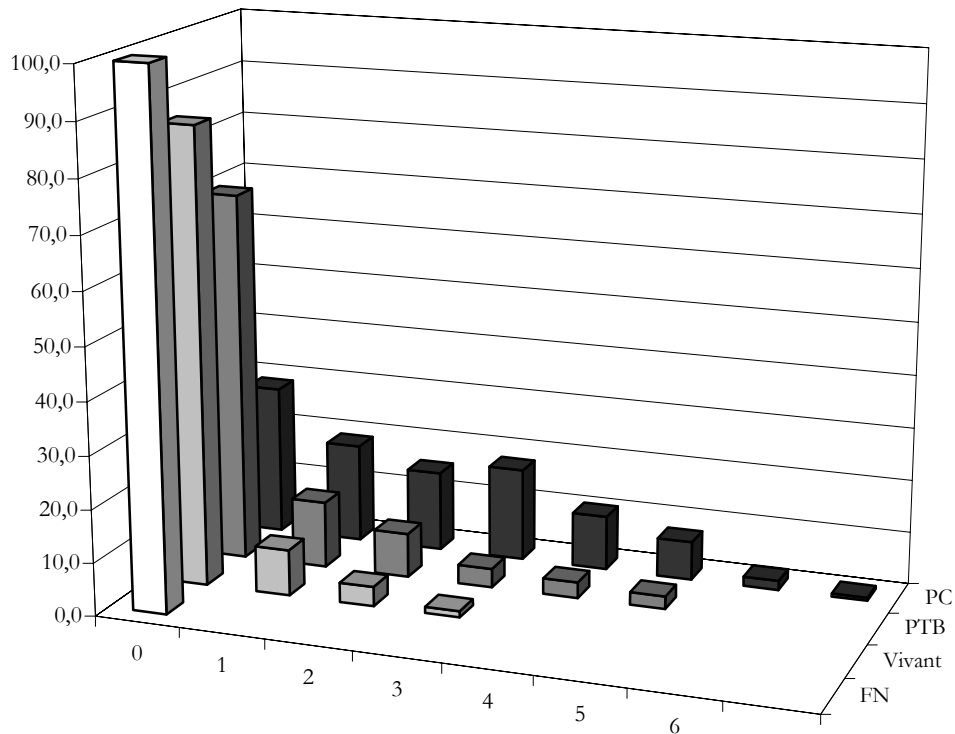
Un parti suscite une répulsion totale chez l'ensemble des cadres socialistes : le Front national (100% des cadres ont pointé la position 0 comme indicatrice de leur degré de sympathie envers ce parti). Vivant, qui n'est pourtant pas un extrémiste mais cependant très libéral, est également loin de s'attirer la sympathie des congressistes. La totalité d'entre eux a indiqué l'une des positions défavorables (100% sur les notes allant de 0 à 3). Plus clairement encore, 86,3% pointe un zéro pour cette formation. Sa note moyenne est vraiment basse puisqu'elle se chiffre à 0,20 sur notre échelle allant de 0 à 7.

À l'autre bout de l'échiquier politique francophone, le Parti du travail de Belgique (PTB) génère aussi de forts sentiments de répulsion. En effet, 94,6% des personnes interrogées ont un avis défavorable voire très défavorable envers cette formation. L'antipathie extrême (la note 0) est cependant légèrement moins prononcée que dans le cas des partis précédemment évoqués. Il n'en reste pas moins que près de trois quarts des membres lui ont attribué la note de zéro (70,1%). Sa note moyenne s'approche dès lors aussi très fortement de zéro : 0,64.

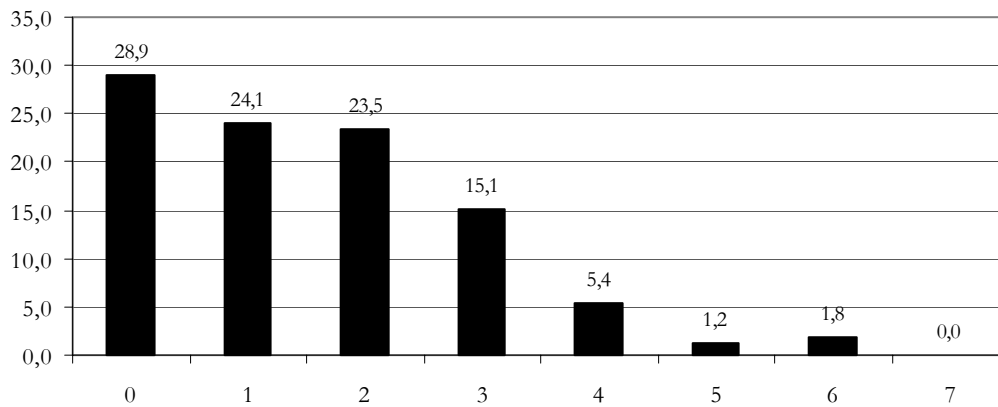
Pour sa part, le Parti communiste (PC) génère des avis plus partagés. Si 80% des cadres ont un avis peu favorable envers lui, ces opinions se répartissent de façon relativement plus équilibrée parmi les postures allant de 0 à 3. Une part non négligeable des personnes interrogées pointe même les positions 4 et 5 (17,6%).

Parmi les partis dits traditionnels, c'est le PSC – qui n'était pas encore devenu CDH – qui suscite le moins de sympathie dans le chef des cadres du PS. L'antipathie envers cette formation politique est réelle. Plus de 90% d'entre eux le placent dans une configuration manifestement défavorable (soit de 0 à 3). Au demeurant, parmi les notes proposées, le zéro est celle qui recueille le plus d'occurrences (28,9%). Ceci explique la faiblesse du degré moyen de sympathie qui s'établit à 1,55. Cependant, la distribution entre les quatre premiers niveaux de notre hiérarchie s'opère de façon relativement équilibrée.

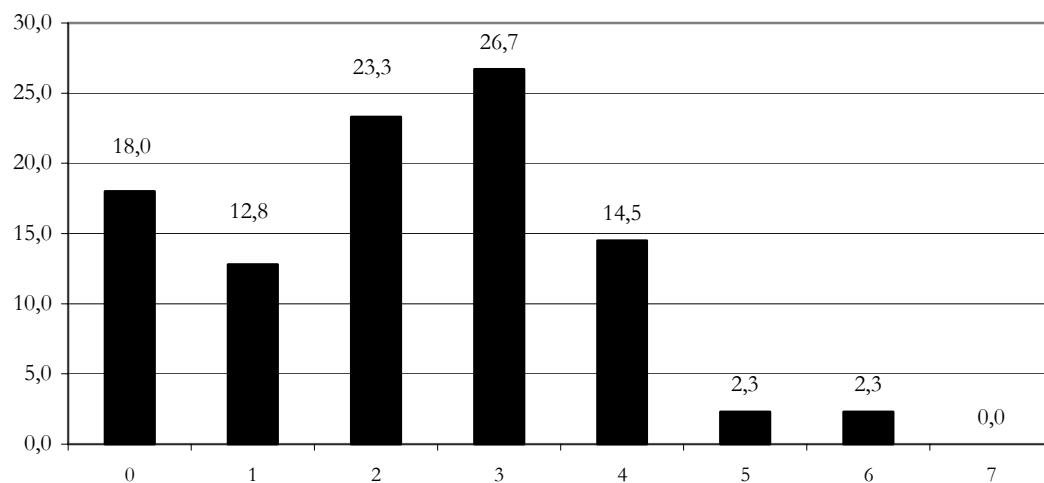
**Graphique 13 : Degré de sympathie (allant de 0 à 7) pour le Front national, Vivant, le Parti du travail de Belgique et le Parti communiste**



Les avis favorables envers la formation sociale chrétienne sont peu nombreux. Seuls 8,4% des congressistes en font mention. De plus, lorsqu'il est exprimé, le degré de sympathie est assez faible (majorité sur la position 4). Très clairement, l'actuel CDH suscite les plus grandes réserves dans le chef des élites intermédiaires du Parti socialiste. Ce phénomène doit être mis en relation avec la concurrence historique à laquelle ces deux formations se sont livrées, en particulier sur le clivage philosophique. Les deux partis se sont également fréquemment trouvés en position de lutte dans l'arène du pouvoir.

**Graphique 14 : Degré de sympathie (allant de 0 à 7) pour le PSC**

À première vue, les données relatives à la Fédération PRL FDF MCC – l'actuel Mouvement réformateur (MR) – sont relativement semblables. L'agrégation des notes défavorables rassemble également un grand nombre de congressistes (80,8%). Cependant, les choses se présentent de manière plus nuancée. Dans le chef de la Fédération PRL FDF MCC, les positions médianes-défavorables (2 et 3) sont plus fréquemment pointées que cela n'était le cas pour le PSC, où les positions 0 et 1 étaient les plus présentes. Et ils ne sont que 18% à avoir pointé la note zéro, contre 28,9% pour le PSC. Par ordre de classement des notes attribuées, il s'agit de la troisième la plus importante. Inversement, la position 3 est celle à laquelle les cadres socialistes font le plus fréquemment référence, avec 26,7%, alors que cette position arrivait quatrième dans l'ordre de classement pour le Parti social chrétien. Ceci explique que la note moyenne de sympathie soit plus élevée pour les libéraux que pour leurs homologues sociaux chrétiens : 2,23.

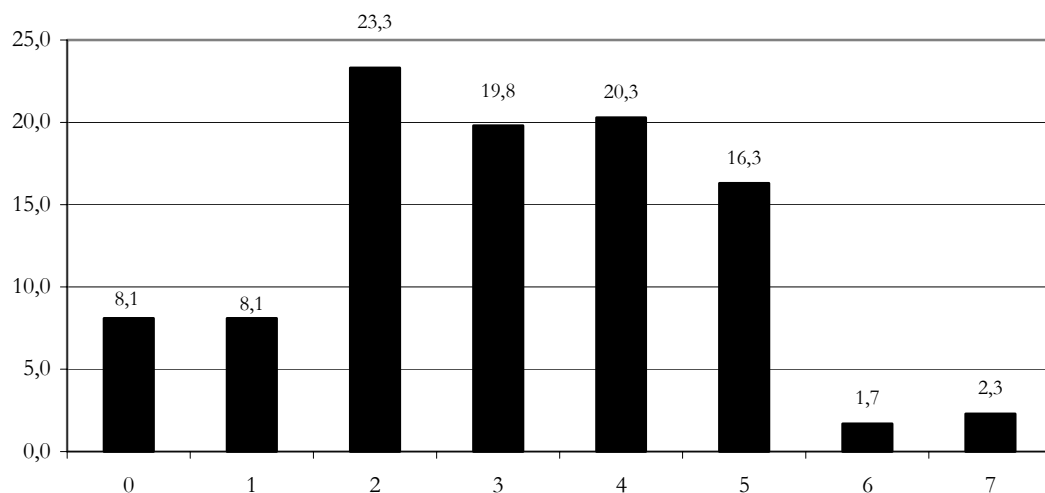
**Graphique 15 : Degré de sympathie (allant de 0 à 7) pour la fédération PRL FDF MCC**

Écolo est le parti qui recueille proportionnellement le plus grand nombre d'avis positifs (40,7%, soit presque le double de ce que l'on a pu constater pour les libéraux, et le quadruple de ce que l'on a observé envers les sociaux-chrétiens) et le plus petit nombre d'avis négatifs (59,3%).

Notons que les positions médianes (défavorables et favorables, de 2 à 5) sont largement majoritaires (ensemble, ces quatre notes représentent presque 80% des réponses). Inversement, ce parti est celui envers lequel les cadres socialistes témoignent le moins d'antipathie. Les positions 0 et 1 ne rassemblent que 16,2% des réponses pour 30,8% dans le cas de la fédération libérale et 53% pour le PSC. Dès lors, le degré moyen de sympathie est le plus élevé des trois partis classiques évoqués puisque la note s'élève à 3,03, soit quand même presque un point supérieur à celle de la Fédération PRL FDF MCC.

Plusieurs raisons expliquent sans doute cette note. La première tient au fait qu'Écolo apparaît comme le parti pour lequel il est le plus difficile d'exprimer de l'antipathie. Il ne s'agit pas d'une formation qui a dû se positionner clairement dans les conflits structurants de la vie politique belge (clivage philosophique, socio-économique,...). Par ailleurs, l'affirmation récente d'un ancrage à gauche d'Écolo a pu renforcer la proximité idéologique entre les deux formations politiques. Cette proximité a pu trouver à s'exprimer sur certains dossiers au sein du gouvernement arc-en-ciel ; elle a d'ailleurs débouché, en mai 2002, sur les Convergences à gauche<sup>37</sup>.

**Graphique 16 : Degré de sympathie (allant de 0 à 7) pour Écolo**



En conclusion, de façon assez logique, l'opposition la plus franche s'observe pour les partis à la marge du système politique, a fortiori s'ils sont situés aux extrêmes du spectre politique – le FN, le PTB. Parmi les partis traditionnels, les cadres expriment un sentiment de proximité plus développé à l'endroit du parti Écolo qu'envers la Fédération PRL FDF MCC et, plus encore, le PSC. Ce dernier parti recueille même un score moyen de sympathie inférieur à celui du PC.

<sup>37</sup> Convergences à gauche. Engagements communs des socialistes et des écologistes, Plate-forme du 28 septembre 2002.

### 1.3.3. Les cadres socialistes, la gauche, la droite et les questions socio-économiques

Dans un deuxième temps, nous avons voulu construire notre propre positionnement des cadres socialistes sur les axes gauche-droite. Nous en avons envisagé deux. Le premier est l'axe socio-économique, celui par rapport auquel la référence gauche-droite est la plus commune. Le deuxième est un axe sociétal qui met en confrontation les postures du libéralisme culturel *versus* les positions autoritaires sur les questions de société. À l'intérieur de cet axe, nous distinguons les positions relatives à la thématique « Immigration-droit d'asile ».

Pratiquement, nous avons soumis la population interrogée à une série d'énoncés à caractère socio-économique. Dans notre enquête, nous leur avons demandé d'exprimer une opinion par rapport à ces propositions. Cette opinion, les cadres sondés devaient la situer sur l'échelle classique suivante par rapport à la proposition :

- « tout à fait d'accord » ;
- « plutôt d'accord » ;
- « plutôt contre » ;
- « tout à fait contre » ;
- « je ne sais pas ».

Sept propositions ont été soumises aux congressistes sur cette problématique et nous avons défini le classement gauche-droite sur l'axe socio-économique de la manière suivante.

- *La poste doit être privatisée.* L'approbation maximale induit le classement le plus à droite. La désapprobation maximale conduit au classement le plus à gauche.
- *Les organisations syndicales doivent avoir plus de poids dans les grandes décisions économiques.* L'approbation maximale induit le classement le plus à gauche. La désapprobation maximale conduit au classement le plus à droite.
- *Augmenter la flexibilité du travail est nécessaire.* L'approbation maximale induit le classement le plus à droite. La désapprobation maximale conduit au classement le plus à gauche.
- *Diminuer les écarts entre revenus est important.* L'approbation maximale induit le classement le plus à gauche. La désapprobation maximale conduit au classement le plus à droite.
- *Les citoyens doivent pouvoir choisir individuellement leur niveau de protection sociale.* L'approbation maximale induit le classement le plus à droite. La désapprobation maximale conduit au classement le plus à gauche.
- *Réduire le temps de travail est important.* L'approbation maximale induit le classement le plus à gauche. La désapprobation maximale conduit au classement le plus à droite.
- *Moins l'État intervient, mieux se porte l'économie.* L'approbation maximale induit le classement le plus à droite. La désapprobation maximale conduit au classement le plus à gauche.

Quelles observations peut-on relever des réponses fournies par les congressistes du Parti socialiste aux propositions d'ordre socio-économique qui leur ont été soumises ?

Il convient en premier lieu de relever la relative homogénéité dans les avis exprimés par les sondés. En effet, la proportion de réponses les plus tranchées (tout à fait d'accord

*versus* tout à fait contre) est relativement comparable à celle des réponses les plus « centristes ». Sur les réponses reçues aux sept questions, 701 sont recensées sous la rubrique des « plutôt » (d'accord ou contre) pour 506 sous la rubrique des « tout à fait » (d'accord ou contre) et 18 réponses « je ne sais pas ». On ne peut donc caractériser les congressistes ni par un « extrémisme » marqué, ni par un penchant pour les réponses intermédiaires, plus « centristes ». Encore convient-il de souligner que la question qui a engendré la position la plus nette dans une rubrique (97 occurrences qui sont « tout à fait d'accord ») est aussi celle dont la « désirabilité sociale » était la plus manifeste : *Diminuer les écarts entre revenus est important*.

Deuxièmement, et par delà cette constatation, l'ancrage à gauche des cadres du Parti socialiste est plutôt confirmé. Parmi les sept propositions envisagées, seule une révèle une perspective majoritairement à droite. Il s'agit de la proposition suivante : « augmenter la flexibilité du travail est nécessaire » (73,6%). Ceci pourrait être lié à une mauvaise interprétation de la question.

Dans les six autres configurations, les opinions sont clairement et majoritairement à gauche, avec à chaque fois au moins 75% des personnes ayant répondu à la question se situant sur l'une des deux positions à gauche sur l'axe proposé. Les positions de gauche de trois de ces propositions recueillent même l'adhésion de plus de 80% des cadres socialistes. Il s'agit de (1) diminuer l'écart entre les revenus (95,5% de positions à gauche), (2) réduire le temps de travail (93,2% à gauche) et (3) intervention de l'État dans l'économie (83,8% à gauche).

**Tableau 12 : Réponses des cadres socialistes aux propositions d'ordre socio-économique**

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt contre	Tout à fait contre	Je ne sais pas	Sans réponse
La poste doit être privatisée	4	28	66	75	4	2
Les organisations syndicales doivent avoir plus de poids dans les grandes décisions économiques	38	97	29	7	5	3
Augmenter la flexibilité du travail est nécessaire	37	91	33	12	1	5
Diminuer les écarts entre revenus est important	97	72	6	0	2	2
Les citoyens doivent pouvoir choisir individuellement leur niveau de protection sociale	12	21	61	75	4	6
Réduire le temps de travail est important	88	76	10	2	0	3
Moins l'État intervient, mieux se porte l'économie	3	23	88	56	2	7

Il est possible de construire un axe gauche-droite sur les questions socio-économique, où la position la plus à droite équivaut à - 10 et la plus à gauche à 10<sup>38</sup>. Comme nous l'avons épinglé, la question concernant la diminution de l'écart entre les revenus révèle le positionnement moyen le plus à gauche parmi les cadres socialistes (7,35 sur notre échelle).

<sup>38</sup> Tout à fait d'accord ou tout à fait contre (droite) = - 10.  
 Plutôt d'accord ou plutôt contre (droite) = - 5.  
 Tout à fait d'accord ou tout à fait contre (gauche) = 10  
 Plutôt d'accord ou plutôt contre (gauche) = 5.  
 Je ne sais pas = 0

Cette note est suivie par celle sur la réduction du temps de travail (6,77). En revanche, sur la problématique de la flexibilité du travail, la posture est clairement à droite sur notre classement : - 3,11. Les autres notes sont dans une configuration de gauche relative : entre 3,5 et 5. Le positionnement moyen sur notre axe pour les sept questions s'élève à 4,22. Nous pouvons donc manifestement classer le PS comme un parti de gauche sous l'angle des positions socio-économiques de ses cadres.

**Tableau 13 : Classement sur une échelle allant de - 10 (position la plus à droite) à 10 (position la plus à gauche) sur les différentes propositions soumises**

La poste doit être privatisée	5,09
Les organisations syndicales doivent avoir plus de poids dans les grandes décisions économiques	3,69
Augmenter la flexibilité du travail est nécessaire	- 3,11
Diminuer les écarts entre revenus est important	7,35
Les citoyens doivent pouvoir choisir individuellement leur niveau de protection sociale	4,81
Réduire le temps de travail est important	6,77
Moins l'État intervient, mieux se porte l'économie	4,98
Moyenne	4,22

### 1.3.4. Les cadres socialistes, la gauche, la droite et les questions sociétales

#### *Les questions de valeurs et d'éthique*

La méthode utilisée pour cerner le profil éthique des cadres intermédiaires du PS est la même que celle mobilisée pour les questions socio-économiques.

Quatre propositions ont été soumises aux congressistes sur des thématiques d'essence éthique ou de débat de société. Nous avons défini le classement gauche-droite sur l'axe sociétal (qui va de postures autoritaires (droite) à celles du libéralisme culturel (gauche)) de la manière suivante.

- *La consommation de cannabis doit être dépénalisée.* L'approbation maximale induit le classement le plus à gauche. La désapprobation maximale conduit au classement le plus à droite.
- *Si on veut des enfants, il faut se marier.* L'approbation maximale induit le classement le plus à droite. La désapprobation maximale conduit au classement le plus à gauche.
- *L'avortement doit être interdit.* L'approbation maximale induit le classement le plus à droite. La désapprobation maximale conduit au classement le plus à gauche.
- *Pour combattre le sida des préservatifs doivent être distribués dans toutes les écoles.* L'approbation maximale induit le classement le plus à gauche. La désapprobation maximale conduit au classement le plus à droite.

Les observations que nous avons pu isoler sur les questions socio-économiques ne se retrouvent que partiellement sur ce premier jeu de questions de société. En effet, les réponses plus tranchées (tout à fait d'accord *versus* tout à fait contre) sont plus manifestes. Sur les 712 réponses reçues, 454 le sont sous la rubrique des « tout à fait » (d'accord ou



contre), pour 243 sous la rubrique des « plutôt » (d'accord ou contre). En même temps, le nombre d'hésitants est toujours aussi modeste ; le total des réponses « je ne sais pas » s'élève à 15.

Examinée sous cet angle, la dimension « centriste » apparaît moins prégnante parmi les cadres socialistes que dans le canevas relatif aux thématiques socio-économiques.

Globalement, le positionnement apparaît également légèrement moins homogène qu'il ne se dévoilait pour les questions socio-économiques. Parmi les quatre propositions envisagées, deux révèlent des options très clairement majoritaires dans la direction du libéralisme culturel : (1), la proposition d'interdiction de l'avortement (97,7% de cadres sur les deux positions libérales) et (2) la distribution de préservatifs dans les écoles (97,8%). En ce qui concerne les deux autres propositions, la majorité « libérale culturelle » est un peu moins marquée : deux tiers (cannabis) à trois quart (enfants hors mariage) des répondants se situent sur les positions incarnant cette tendance.

**Tableau 14 : Réponses des cadres socialistes aux propositions d'ordre sociétal**

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt contre	Tout à fait contre	Je ne sais	Sans réponse
La consommation de cannabis doit être dépenalisée	54	68	33	17	6	1
Si on veut des enfants, il faut se marier	5	30	37	99	7	1
L'avortement doit être interdit	1	3	12	162	0	1
Pour combattre le Sida, des préservatifs doivent être distribués dans toutes les écoles	116	58	2	0	2	1

Sur ces thématiques, nous avons également élaboré un axe gauche-droite, où la position la plus à droite équivaut à - 10 et la plus à gauche à 10<sup>39</sup>.

Aucune proposition n'obtient une moyenne négative. En matière sociétale, les cadres ne se situent donc en moyenne jamais sur le versant autoritaire de l'axe. Deux propositions dévoilent un positionnement de gauche très marqué : la première est celle sur l'avortement (9,29) ; la seconde celle sur le sida (8,10). Les deux autres propositions révèlent un ancrage à gauche, mais de façon moins prononcée que les deux précédentes : la proposition sur le mariage recueille un positionnement moyen de 5,48 et celle sur le cannabis un score moyen de 3,06.

Le score moyen maximal sur les questions sociétales (9,29, avortement) se situe donc plus à gauche que la note moyenne maximale parmi les questions d'ordre socio-économique (7,35, écarts des revenus). De même, la note moyenne minimale (3,06, cannabis) est légèrement inférieure au score moyen minimal sur les questions d'ordre socio-économique (3,69, rôle des syndicats – si l'on fait abstraction de la proposition sur la flexibilité du temps de travail). Ceci confirme notre constatation de départ, selon laquelle les

<sup>39</sup> Tout à fait d'accord ou tout à fait contre (droite) = - 10.  
Plutôt d'accord ou plutôt contre (droite) = - 5.  
Tout à fait d'accord ou tout à fait contre (gauche) = 10  
Plutôt d'accord ou plutôt contre (gauche) = 5.  
Je ne sais pas = 0

positionnements en matière sociétale sont plus tranchés que ceux concernant les questions socio-économiques.

Sur les quatre questions considérées, le classement moyen sur l'axe gauche-droite se situe à 6,48. Cette moyenne reste dans une posture de gauche. Elle est même davantage marquée à gauche que ne l'était la moyenne sur les questions socio-économiques.

**Tableau 15 : Classement sur une échelle allant de - 10 (position la plus à droite) à 10 (position la plus à gauche) sur les différentes propositions soumises**

La consommation de cannabis doit être dépénalisée	3,06
Si on veut des enfants, il faut se marier	5,48
L'avortement doit être interdit	9,29
Pour combattre le Sida, des préservatifs doivent être distribués dans toutes les écoles	8,10
Moyenne	6,48

Sous l'angle du classement gauche-droite sur les questions de société, les positionnements des cadres montrent une relative cohérence d'ensemble. Cette cohérence autour du libéralisme culturel confirme ce que nous avons pu observer en matière socio-économique. Toutefois, les observations sont plus nettes, à la fois dans les scores moyens, mais aussi dans les différentiels observés entre ces scores moyens.

### ***Les questions law and order***

Qu'en est-il sur les problématiques relatives aux questions *law and order* et aux thématiques de l'immigration ?

Une nouvelle fois, les cadres du Parti socialiste se sont vu présenter quatre suggestions sur des problématiques sécuritaires ou relatives à l'immigration. Et nous avons défini le classement gauche-droite sur cet axe sociétal (qui va de postures universalistes (gauche) à celles d'ethnocentrisme (droite)) de la manière suivante.

- *Les expulsions de demandeurs d'asile ne sont pas assez nombreuses.* L'approbation maximale induit le classement le plus à droite. La désapprobation maximale conduit au classement le plus à gauche.
- *Les étrangers résidant depuis cinq ans dans une commune doivent pouvoir voter aux élections communales.* L'approbation maximale induit le classement le plus à gauche. La désapprobation maximale conduit au classement le plus à droite.
- *La peine de mort doit être rétablie.* L'approbation maximale induit le classement le plus à droite. La désapprobation maximale conduit au classement le plus à gauche.
- *Il y a trop d'immigrés en Belgique.* L'approbation maximale induit le classement le plus à droite. La désapprobation maximale conduit au classement le plus à gauche.

Tout comme dans le premier ensemble de questions soumises sur les thèmes de société, les avis sont relativement tranchés. Les proportions de réponses « centristes » ou « extrêmes » sont semblables à celles observées précédemment. On recense 429 réponses nettes (tout à fait d'accord ou contre) sur 708 réponses fournies, pour 251 réponses nuancées (plutôt d'accord ou contre). Dans le même temps, nous y reviendrons, le nom-

bre de réponses hésitantes est, proportionnellement, le plus important des trois configurations : 28.

À nouveau, on peut épinglez deux cas pour lesquels les réponses sont très majoritaires voire consensuelles, dans une optique universaliste : (1) le droit de vote des étrangers (92% de cadres sur les deux positions « universalistes ») et (2) la question de la peine de mort (90,5%). En ce qui concerne les deux autres propositions, la majorité « universaliste » est un peu moins marquée : deux tiers (expulsions) à trois quart (immigration) des répondants se situent sur les positions incarnant cette tendance.

**Tableau 16 : Réponses des cadres socialistes aux propositions de type *law and order***

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt contre	Tout à fait contre	Je ne sais pas	Sans réponse
Les expulsions de demandeurs d'asile ne sont pas assez nombreuses	11	28	52	70	15	3
Les étrangers résidant depuis cinq ans dans une commune doivent pouvoir voter aux élections communales	112	50	9	5	0	3
La peine de mort doit être rétablie	2	13	24	137	2	1
Il y a trop d'immigrés en Belgique	5	22	53	87	11	1

Sur cet ensemble de questions, la posture est manifestement à gauche. Nous avons à nouveau élaboré un axe gauche-droite, où la position la plus à droite équivaut à - 10 et la plus à gauche à 10<sup>40</sup>.

La moyenne d'ensemble est de 6,16, soit un positionnement légèrement moins à gauche que ce que nous avons pu observer pour les questions de libéralisme culturel (6,48), mais plus à gauche que ce que nous a révélé l'analyse des propositions en matière socio-économique (4,22).

**Tableau 17 : Classement sur une échelle allant de - 10 (position la plus à droite) à 10 (position la plus à gauche) sur les différentes propositions soumises**

Les expulsions de demandeurs d'asile ne sont pas assez nombreuses	4,03
Les étrangers résidant depuis cinq ans dans une commune doivent pouvoir voter aux élections communales	7,25
La peine de mort doit être rétablie	7,90
Il y a trop d'immigrés en Belgique	5,48
Moyenne	6,16

Pour ce qui a trait au positionnement politique, la configuration dévoilée par les congressistes socialistes se présente de manière très semblable à celle observée pour la thématique sociétale précédemment exposée. Sous l'angle du classement gauche-droite sur les questions de société, les positionnements des cadres attestent d'une relative cohérence d'ensemble. Cette cohérence autour de l'universalisme confirme parfaitement ce que

<sup>40</sup> Tout à fait d'accord ou tout à fait contre (droite) = - 10.  
 Plutôt d'accord ou plutôt contre (droite) = - 5.  
 Tout à fait d'accord ou tout à fait contre (gauche) = 10  
 Plutôt d'accord ou plutôt contre (gauche) = 5.  
 Je ne sais pas = 0.

nous avons pu observer en matière de libéralisme culturel. Dans les deux cas, la tendance observée lors de l'analyse des questions socio-économiques est confirmée. Cependant, l'analyse des questions sociétales révèle des situations plus marquées, à la fois dans les scores moyens, mais aussi dans les différentiels observés entre ces scores moyens.

Soulignons cependant une hésitation et une tension sur deux questions ayant trait à l'immigration. Pour la proposition relative au renvoi des demandeurs d'asile et au nombre d'immigrés en Belgique, le nombre de réponses « Je ne sais pas » – respectivement 15 et 11 – est largement supérieur à ce que l'on recense dans cette catégorie pour les autres suggestions. Cela peut être lié à une hésitation sur la réponse. Cela peut éventuellement être aussi une réponse difficilement avouable.

#### 1.4. LES MUTATIONS DU PS VUES PAR SES CADRES

À l'occasion du congrès de décembre 2000, nous avons aussi sondé les élites intermédiaires sur les changements en cours au sein du Parti socialiste. Bien évidemment, plus que tout autre jeu de questions, les propositions soumises sont sujettes à des effets de contexte. Dans cette optique, trois données doivent être rappelées :

- le Parti socialiste a enregistré une nouvelle défaite lors du scrutin du 13 juin 1999, faisant suite aux différents échecs accumulés depuis 1991. En 1999, le PS reste premier parti francophone, mais est talonné par la Fédération PRL FDF MCC. De plus, le parti a vécu des moments très difficiles : participation au gouvernement en période d'assainissement budgétaire, mises en cause dans différents dossiers et affaires à rebondissements (l'assassinat d'André Cools, l'affaire INUSOP, ou encore les procès Agusta et Dassault) ;
- le début de la législature 1999-2003 a constitué un moment de relatif renouveau <sup>41</sup> pour le Parti socialiste. Elio Di Rupo a accédé le 9 octobre 1999 aux commandes du parti (par élection directe des membres) <sup>42</sup> après le départ de Philippe Busquin au poste de commissaire européen. La conjoncture économique s'est améliorée, des débats de société ont pu être rouverts avec le passage des sociaux-chrétiens dans l'opposition, l'espace politique à gauche est fermé (Écolo participant également au gouvernement) ;
- Le congrès de Bruxelles intervient après un peu plus d'un an de participation aux différents gouvernements fédéraux, régionaux et communautaires. Surtout, il suit de près les élections communales d'octobre 2000, ayant vu le Parti socialiste renouer avec un certain succès électoral, tout à la fois par rapport au scrutin fédéral de 1999 et communal de 1994.

Tous ces éléments sont à prendre en compte dans la lecture et l'interprétation des résultats qui suivent.

<sup>41</sup> Cf. P. DELWIT, *Composition, décomposition et recomposition du paysage politique en Belgique*, Éditions Labor, Coll. La Noria, p.108.

<sup>42</sup> Elio Di Rupo s'est fait élire largement avec 71,4% des voix (28 808 voix sur 40 258), face à Anne-Marie Lizin (6 673 suffrages), Jean-Maurice Dehousse (2 923 suffrages), Michel Villan (1 706 suffrages). Le taux de participation à cette élection a été de 38,7%.

Différentes affirmations ont été soumises à l'avis des cadres interrogés. Pour chacune d'elles, ces derniers devaient, une fois encore, exprimer leur opinion à travers cinq propositions : « tout à fait d'accord », « plutôt d'accord », « plutôt contre », « tout à fait contre », « je ne sais pas ».

Sur les quatre questions ayant trait au parti en tant que tel, les cadres socialistes portent une appréciation positive voire très positive des changements à l'œuvre, et de la conduite du parti depuis 1999.

Sur le plan externe, ils sont 87,6% à considérer positivement ou très positivement l'action et l'empreinte de la formation socialiste dans son rôle de parti de gouvernement. Même s'il est vraisemblable que le moment du congrès, suivant de près les élections communales de 2000, a joué un rôle dans ce score, celui-ci se révèle cependant très élevé. Aussi n'est-il pas surprenant d'observer qu'un peu moins de trois quarts des cadres réfutent de manière plus ou moins ferme l'assertion selon laquelle l'image du PS se détériorerait (70,2%). Notons toutefois que le consensus est ici moins marqué, puisque 23% des congressistes se déclarent plutôt d'accord avec cette idée.

Sur le plan interne, l'approbation est plus manifeste encore ; on peut parler de véritable consensus dans l'appréciation portée à la suggestion « Il y a du mouvement dans le Parti socialiste » : 93,2% des répondants acquiescent plus ou moins fortement à cette proposition. Bien sûr, une réponse affirmative n'implique pas nécessairement une appréciation favorable du changement en cours. Mais cela semble être largement le cas à la lumière des deux précédents résultats analysés et à celle qu'éclaire une dernière proposition soumise aux élites intermédiaires du Parti socialiste.

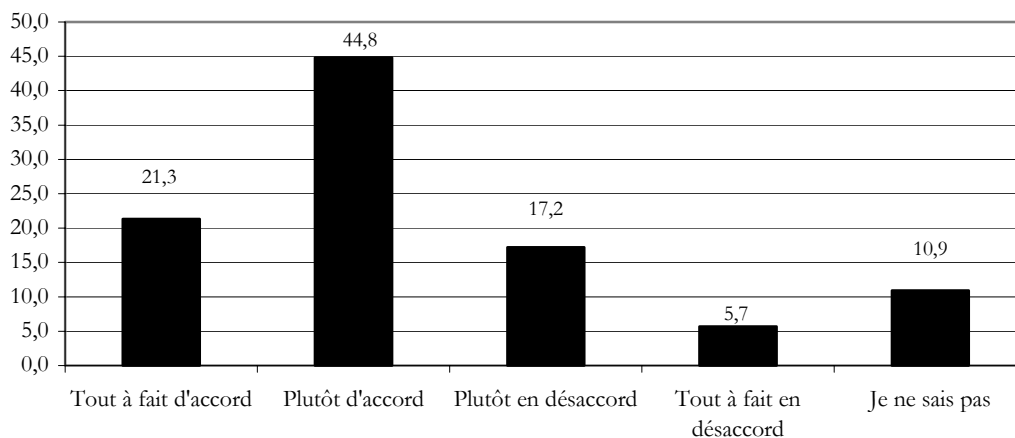
En effet, à la suggestion « Il y a de la place pour les jeunes au Parti socialiste », la réponse d'ensemble est également très consensuelle : plus de huit délégués sur dix (84,4%) ont répondu positivement ou, plus encore, très positivement à cette affirmation.

**Tableau 18 : Appréciations portées par les cadres socialistes sur leur parti dans son activité interne et externe**

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt contre	Tout à fait contre	Je ne sais pas	Sans réponse
L'empreinte socialiste au gouvernement fédéral est importante	60	95	19	0	3	2
Il y a du mouvement dans le Parti socialiste	74	91	11	1	0	2
Il y a de la place pour les jeunes au Parti socialiste	75	76	22	4	2	0
L'image du Parti socialiste se détériore	5	41	76	49	7	1

En décembre 2000, Elio Di Rupo est en grande partie crédité de cette représentation positive des initiatives intérieures et extérieures du Parti socialiste. Environ deux tiers des cadres (66,1%) partagent le point de vue selon lequel « les résultats des élections communales sont en grande partie dus à la présidence d'Elio Di Rupo ». Ils ne sont que 5,7% à considérer « très négativement » son exercice de la présidence. Il faut cependant noter la proportion importante de cadres indécis face à cette proposition. 10,9% d'entre eux ont opté pour la catégorie « je ne sais pas ».

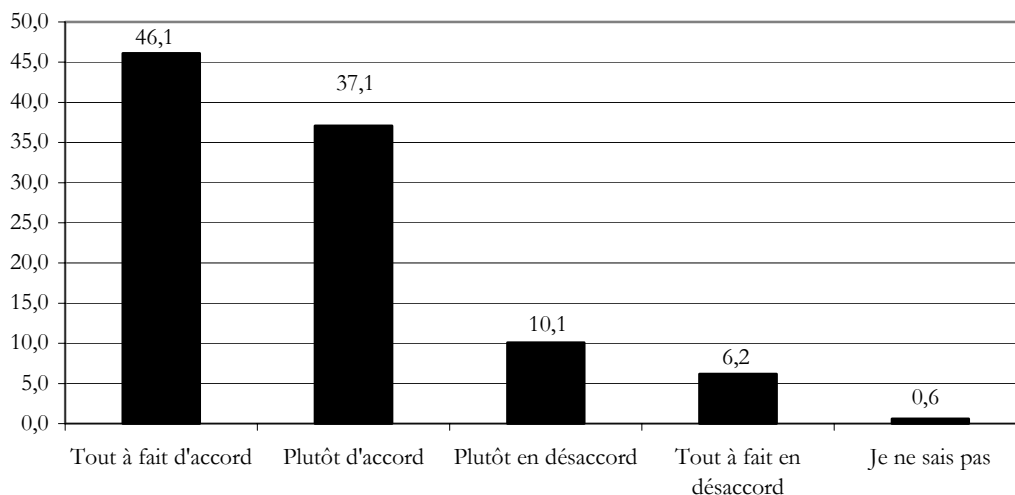
**Graphique 17 : Appréciation portée par les cadres socialistes à la suggestion « Les résultats des élections communales sont en grande partie dus à la présidence d'Elio Di Rupo »**



Enfin, nous avons soumis aux élites intermédiaires du PS la question du rapport à la démocratie interne.

Nous avons envisagé la question de cette relation à travers la proposition « Les décisions dans les sections sont prises de manière démocratique ». Le rapport à la démocratie interne ne suscite manifestement que peu de tensions. Une majorité claire se dégage : 83,1% des cadres socialistes marquent leur accord à cette proposition (le plus souvent de façon totale), 16,3% expriment leur désaccord (mais de façon plus nuancée).

**Graphique 18 : Appréciation portée par les cadres socialistes à la suggestion « Les décisions dans les sections sont prises de manière démocratique »**



## 2. LES CADRES INTERMÉDIAIRES D'ÉCOLO

L'enquête du Centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles avait pour objet d'étudier les cadres intermédiaires présents à l'assemblée générale du 17 décembre 2000, à l'auditoire Socrate de l'Université catholique de Louvain. Dans le chef d'Écolo, la situation se décline différemment que pour les autres formations dans la mesure où ne s'y pratique pas le congrès organisé sur la base de délégations<sup>43</sup>. Tout membre peut donc participer aux travaux de l'assemblée générale. Y prennent le plus souvent part les adhérents intéressés par les affaires fédérales. En revanche, sont peu voire jamais présents, les écologistes d'abord fixés sur les affaires communales. Lors d'une enquête en 1994 auprès des adhérents d'Écolo, il ressortait que ces groupes se partageaient en deux parts quasiment égales<sup>44</sup>. Aussi faut-il élargir la notion de cadres dans la compréhension de cette enquête. Les 4 050 adhérents d'Écolo en 2000 pouvaient théoriquement prendre part à ces travaux, sur une base régionale que nous présentons plus avant.

Le bureau du conseil de fédération d'Écolo a été très réticent tant sur le principe de l'enquête que sur sa mise en œuvre. Nous n'avons obtenu une acceptation de principe que très tardivement et moyennant la suppression d'un certain nombre de questions, notamment celles relatives à la participation gouvernementale et à l'équipe dirigeante de l'époque (le secrétariat fédéral était alors composé de Philippe Defeyt, Jacques Baudouin et Brigitte Ernst).

Selon les responsables du bureau, ces questions étaient de nature à « orienter » la tenue des débats et, en définitive, les votes.

L'enquête intervenait un an après l'élection du secrétariat fédéral Defeyt-Baudouin-Ernst et s'est opérée à une assemblée générale d'évaluation de la participation gouvernementale des verts. Comme pour le Parti socialiste, elle est réalisée peu de temps après les élections communales qui ont été positives pour les verts francophones, tout spécialement dans la région bruxelloise.

Les questionnaires ont été distribués par les responsables d'Écolo en charge de la remise du dossier du congrès.

Cinq cents questionnaires remplis ont été collectés sur 884 adhérents ayant pris part aux travaux, soit un taux de réponse de 56,6%<sup>45</sup>. Si la plupart des personnes ont rempli leur questionnaire sur place, quelques-unes l'ont renvoyé par la poste dans les jours qui ont suivi l'assemblée générale.

---

<sup>43</sup> À Écolo, la délégation ne se pratique qu'au niveau du Conseil de fédération, qui est composé de délégués des régionales.

<sup>44</sup> P. DELWIT, J.-M. DE WAELE, *Écolo : les verts en politique*, Bruxelles, De Boeck, 1996.

<sup>45</sup> Information fournie par Pascal Toussaint, attaché au conseil de la fédération d'Écolo.

## 2.1. LE PROFIL SOCIOLOGIQUE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

### 2.1.1. Le genre

Notre enquête montre qu'un tiers des personnes interrogées sont de sexe féminin (33,4%). Notre échantillon est par conséquent composé d'hommes à concurrence de 66,6%. La sur-représentation des personnes de sexe masculin parmi les participants écologistes est sensible. Cette répartition reste donc très éloignée de la distribution observable au sein de la population belge dans son ensemble, même si ce parti insiste sur la parité tant sur ses listes électorales que dans son mode de fonctionnement interne.

**Tableau 19 : Répartition hommes-femmes parmi les cadres d'Écolo**

	Population belge (2001)	Membres AG Écolo
Hommes	48,9	66,6
Femmes	51,1	33,4

### 2.1.2. La nationalité

L'écrasante majorité des congressistes Écolo présents à l'assemblée générale est de nationalité belge (97,8%). Le tableau est cependant plus nuancé à l'examen des origines, mesurées par la nationalité du père. Si la proportion des participants à l'assemblée qui ont ou ont eu un père belge reste dominante, le pourcentage s'avère toutefois moins élevé : 85,6%. Les autres nationalités sont légèrement plus citées que dans notre premier cas de figure : 4,4% des personnes interrogées déclarent avoir (eu) un père italien et 2,8%, un père français.

Il n'empêche, les participants à l'assemblée générale d'Écolo sont majoritairement des nationaux. La présence de cadres non belges ou d'origine non belge est insignifiante sinon marginale, notamment dans le chef de la population d'origine maghrébine par exemple. Le fait est d'autant plus marquant que, à l'inverse des autres formations, il n'y a pas de filtre à la participation aux travaux de l'assemblée générale.

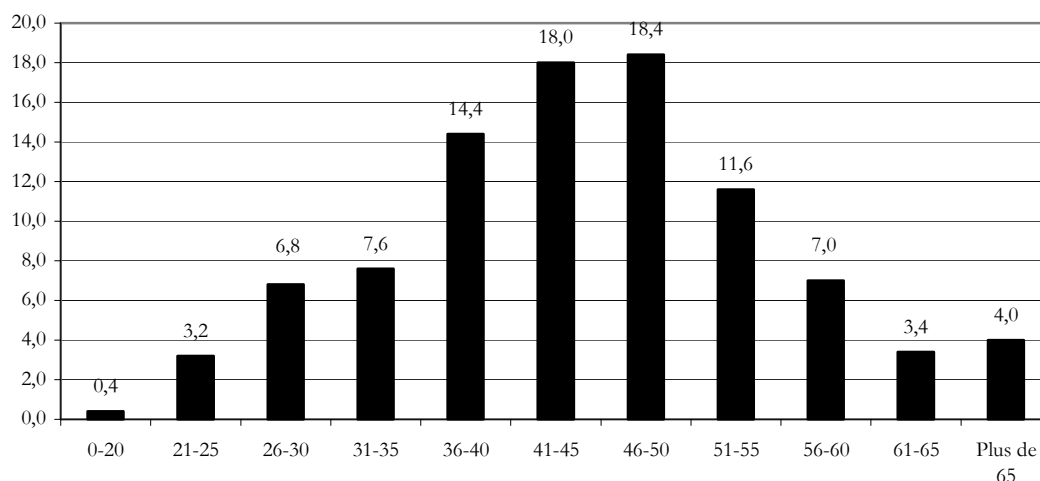
### 2.1.3. L'âge

La distribution en classes d'âges parmi les membres de l'assemblée générale suit une courbe proéminente au niveau de son milieu. Celle-ci culmine dans la deuxième partie de la série reprenant les quadragénaires. Parmi les personnes qui ont répondu à notre questionnaire, la classe d'âge la mieux représentée est celle des 46-50 ans. On y dénombre 18,4% des personnes interrogées. Parallèlement, les représentants de la classe d'âge directement inférieure à cette dernière, celle des 41-51 ans, agrège également une catégorie importante au sein de l'assemblée étudiée. Ils constituent 18% de l'échantillon sondé. En d'autres termes, les quadragénaires totalisent 36,4% des répondants.



Plus largement, environ deux tiers des participants écologistes interrogés ont entre 35 et 55 ans. Les classes extrêmes, soit les plus jeunes et les plus vieux (les 21-35 ans et les plus de 55 ans) occupent une place plus marginale, avec respectivement 18,0% et 14,4%.

**Graphique 19 : Pyramide des âges des membres de l'assemblée générale d'Écolo**

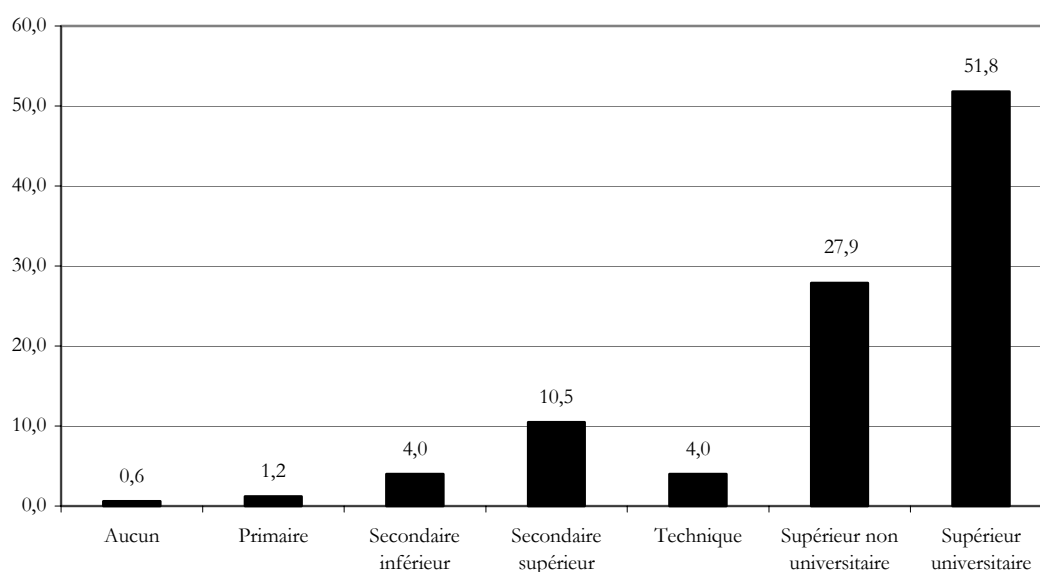


De manière générale, il est à remarquer que les classes d'âge intermédiaires, constituant l'essentiel de la population active en général, sont aussi les principales catégories impliquées dans la vie partisane écologiste.

#### 2.1.4. Niveau de diplôme et type de formation

La très forte présence de sondés ayant suivi une formation dans l'enseignement supérieur est saisissante. L'observation confirme les travaux antérieurs relatifs aux adhérents et cadres verts en Europe. En agrégeant les catégories « supérieur non universitaire » et « supérieur universitaire », on obtient un total de 79,7%<sup>46</sup> ! Certes, un biais partiel est toujours possible dès lors que le taux de réponse est généralement supérieur parmi les populations au capital scolaire élevé. Il n'empêche que quatre cinquièmes des répondants ont donc décroché une formation de type supérieur. Au total plus d'un participant sur deux a suivi un cursus universitaire. Cette sur-représentation n'est pas anormale au vu de la population interrogée (voir infra) mais en l'occurrence elle est très importante. À l'inverse, la sous-représentation dans les trois niveaux de scolarité les plus faibles est patente : ces trois niveaux ne totalisent que 5,8% des réponses alors qu'ils s'élèvent, par exemple, à 11,8% dans le chef du Parti socialiste.

<sup>46</sup> 27,9% et 51,8%.

**Graphique 20 : Capital scolaire des membres de l'assemblée générale d'Écolo**

On notera aussi que les personnes issues de l'enseignement technique sont peu nombreuses (4% de la population analysée). Les participants dont le diplôme le plus élevé obtenu relève au maximum de l'enseignement primaire ne constituent qu'une part infime de l'échantillon étudié (1,8%). Au niveau de la population belge dans son ensemble, l'élévation du capital scolaire s'est accrue lors de ces dernières décennies, mais ce pourcentage marginal s'avère plus important dans le chef d'Écolo.

En étudiant les différentes catégories de diplômés issus du monde universitaire, nous avons voulu nous pencher sur les formations suivies. Les études les plus prisées des membres de l'assemblée générale d'Écolo sont les sciences (12,3% des universitaires), la psychologie (10,1%), les études d'ingénieur (7,9%), de science politique (7,9%) et de sociologie (6,6%). Au total, près de la moitié des universitaires (44,8%) ont effectué leur cursus dans l'un de ces cinq domaines.

**Tableau 20 : Disciplines des membres de l'assemblée générale d'Écolo qui ont suivi une formation universitaire**

	Occurrences	%
Agronomie	9	4,0
Architecture	2	0,9
Biologie	3	1,3
Chimie	3	1,3
Communication	13	5,7
Criminologie	2	0,9
Droit	11	4,8
Économie	2	0,9
Éducation	1	0,4
Géographie	6	2,6
Géologie	2	0,9

Gestion	2	0,9
Histoire	5	2,2
Informatique	2	0,9
Ingénieur	18	7,9
Journalisme	5	2,2
Kinésithérapie	3	1,3
Langues	9	4,0
Mathématique	3	1,3
Médecine	11	4,8
Pharmacie	1	0,4
Philologie romane	14	6,2
Philosophie	11	4,8
Physique	2	0,9
Psychologie	23	10,1
Science politique	18	7,9
Sciences	28	12,3
Sociologie	15	6,6
Théologie	2	0,9
Zoologie	1	0,4
Total	227	100,0

### 2.1.5. Statut socioprofessionnel

Au sein de la population sondée, 429 personnes se disent actives et 71 inactives, soit respectivement 85,8% et 14,2% de l'échantillon.

Si ces chiffres sont mis en perspective avec ceux observables au sein de la population belge dans son ensemble (39,5% d'actifs pour 60,5% d'inactifs), la sur-représentation des actifs est patente comme pour le PS. Cette constatation n'est pas étonnante, nous avons vu que les tranches d'âge les plus représentées étaient celles qui étaient le plus susceptibles de mener une vie professionnelle.

**Tableau 21 : Activité et non-activité parmi les membres de l'assemblée générale d'Écolo**

	Occurrences	%	% de la population belge (INS)
Actif	429	85,8	39,5
Non actif	71	14,2	60,5
Total	500	100,0	100,0

Parmi les actifs au sein des membres de l'assemblée générale d'Écolo qui ont répondu, le groupe des employés constitue la catégorie socioprofessionnelle la plus importante (38%). La proportion de fonctionnaires est aussi saillante : elle rassemble 30,5% des actifs déclarés. Au regard des chiffres observables au sein de la population belge dans son ensemble, le nombre d'indépendants est non négligeable puisqu'il s'élève à 11,4% de la population sondée. En revanche, la population ouvrière est quasiment absente de l'assemblée verte. Seuls 3,7% appartiennent à cette catégorie.

**Tableau : Statut parmi les actifs**

	Occurrences	%
Ouvrier	16	3,7
Employé	163	38,0
Fonctionnaire	131	30,5
Indépendant	49	11,4
Autre	70	16,4
Total	429	100,0

Au sein de la population des actifs, surtout parmi les employés et les fonctionnaires, ce sont les enseignants qui sont les plus nombreux : 22,4% des sondés déclarent être actifs dans cette branche. Viennent ensuite le secteur social (9,1%), le secteur industriel (9,1%), la santé et l'administration (tous deux 8,5%), et le secteur économique (7,3%). Ensemble, ces cinq secteurs d'activité couvrent 64,9% des participants à l'assemblée générale d'Écolo.

**Tableau 22 : Secteurs d'activités parmi les actifs membres de l'assemblée générale d'Écolo**

	Occurrences	%
Administration	17	5,3
Aéronautique	1	0,3
Agriculture	2	0,6
Alimentation	2	0,6
Architecture	2	0,6
Associatif non marchand	20	6,3
Audiovisuel	1	0,3
Automobile	2	0,6
Banque Assurance	11	3,5
Bâtiment	8	2,5
Chimie	3	0,9
Commerce	8	2,5
Communication	2	0,6
Comptabilité	2	0,6
Culturel	11	3,5
Distribution	1	0,3
Édition	1	0,3
Emploi	1	0,3
Enseignement	72	22,6
Environnement	4	1,3
Gaz Électricité	4	1,3
Horeca	1	0,3
Industrie	11	3,5
Informatique	6	1,9
Interprétariat	2	0,6
Jardins	2	0,6
Journalisme	4	1,3
Justice	4	1,3
Logistique	2	0,6

Médecine Santé	25	7,9
ONG	2	0,6
Politique	56	17,6
Privé	2	0,6
Recherche	9	2,8
Sécurité	1	0,3
Social	8	2,5
Syndicat	1	0,3
Télécoms	2	0,6
Textile	1	0,3
Transports	4	1,3
Total	318	100,0

L'analyse du profil socioprofessionnel et du secteur d'activité des cadres d'Écolo rejoint les conclusions intermédiaires formulées plus haut quant au niveau de formation. En effet, nous avons observé une très large sur-représentation des universitaires et des diplômés de l'enseignement supérieur. Ceci explique la forte proportion d'employés et de fonctionnaires, ainsi que les secteurs d'activité principaux (enseignement, politique, administration,...) qui, au demeurant, nécessitent fréquemment un diplôme de l'enseignement supérieur. La place occupée par le secteur associatif est interpellante (6,3% de la population concernée), proportion particulièrement élevée.

Parmi les inactifs, nous avons surtout affaire à des (pré)pensionnés. Ceux-ci représentent 53,2% de cette catégorie. Parmi les autres possibilités, on notera un segment non marginal de chômeurs – 25,3% des inactifs. Certes, les inactifs professionnels sont peu nombreux. Pour autant, cette proportion n'est pas anecdotique. La présence de classes d'âge plus jeunes peut expliquer cette place occupée par les chômeurs parmi les inactifs. Inversement, la relative faiblesse démographique de la catégorie des plus de 55 ans permet de comprendre le faible segment de (pré)pensionnés.

**Tableau 23 : Situations parmi les membres de l'assemblée générale d'Écolo inactifs**

	Fréquence	En pourcentage
Homme/femme au foyer	9	11,4
(Pré)pensionné	42	53,2
Chômeur	20	25,3
Étudiant	8	10,1
Total	79	100,0

### 2.1.6. Provenance géographique

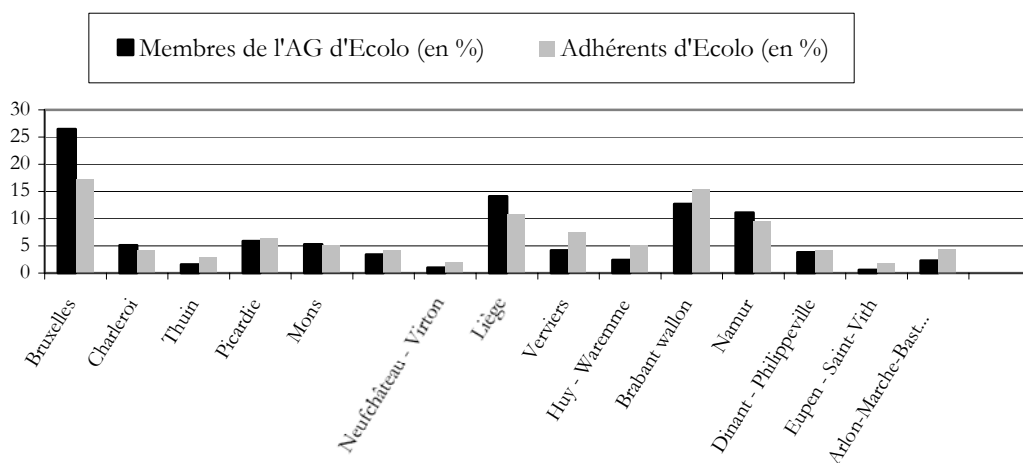
L'analyse du lieu de résidence des membres de l'assemblée générale d'Écolo montre une forte proportion de personnes issues de zones urbaines. Ainsi, un peu plus du tiers des personnes interrogées (38,9%) vivent dans une commune de taille moyenne (entre 5 000 et 30 000 habitants). Par ailleurs, 42,5% de ce même échantillon résident dans une grande

ville (plus de 50 000 habitants <sup>47</sup>). La dizaine de pour cent restante est répartie comme suit : 4,4% habitent un village (entre 1 000 et 5 000 habitants), 3,8% ont élu domicile dans une ville moyenne (entre 30 000 et 50 000 habitants). Les 4,4% restants concernent les résidents d'une commune de très petite taille (moins de mille habitants).

Le constat de la prédominance urbaine du lieu de résidence des participants à l'assemblée générale est corroboré par l'analyse de leur arrondissement d'origine. On observe en effet au sein de l'échantillon observé une forte représentation de sondés issus de régionales urbaines (principalement Bruxelles et Liège).

À la comparaison, il apparaît clairement que les régionales de Bruxelles (surtout, plus d'un quart des participants !) et de Liège ont un poids, en termes de membres présents à l'AG, largement supérieur à la proportion observable au niveau des simples adhérents. Ce constat n'est néanmoins pas généralisé. En effet, la régionale urbaine de Charleroi infirme cette observation.

**Graphique 21 : Provenance des régionales à l'assemblée générale**



Inversement, les personnes issues de régionales rurales ou péri-urbaines sont sous-représentées par rapport au nombre d'adhérents composant leur fédération. Ainsi, Huy-Waremme, Eupen-Saint-Vith, Arlon-Marche-Bastogne ou Thuin bénéficient d'une très faible représentation, alors que le poids démographique de ces régionales est déjà faible du point de vue de l'adhésion. La régionale du Brabant wallon est également notoirement sous-représentée.

En guise de conclusion, la sur/sous-représentation de membres de l'assemblée générale issus de certaines régionales peut s'expliquer par deux facteurs : d'une part, le type de régionale d'origine des membres présents (urbaine ou rurale ; régionale importante du point de vue du poids démographique relatif de ses adhérents ou non), et d'autre part le degré de proximité/éloignement entre la régionale et le lieu où se tenait l'assemblée. Cependant, une interrogation reste ouverte. Dans ce cas, la sous-représentation des adhérents issus de la régionale du Brabant wallon est patente et peut éventuellement s'expliquer par le mauvais réseau de communication intra-brabançon. Il est aussi possible

<sup>47</sup> Notons que les communes bruxelloises sont directement assimilées à la catégorie des plus de 50 000 habitants.

qu'il y ait des sur-représentations dans les taux de réponses des membres de l'assemblée générale interrogés.

**Tableau 24 : Comparaison membres de l'assemblée générale / adhérents par rapport à la régionale d'origine**

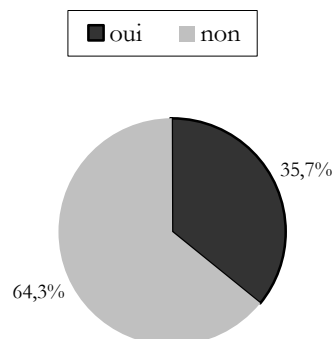
Régionales	Membres de l'AG d'Écolo (%)	Adhérents d'Écolo (%)	Différentiel (points de %)	Rapport membres de l'AG / adhérents (%)
Bruxelles	26,5	17,2	+9,3	154,1
Charleroi	5,1	4,1	+1,0	124,4
Thuin	1,6	2,8	- 1,2	57,1
Picardie	5,9	6,3	- 0,4	93,7
Mons	5,3	5	+0,3	106,0
Soignies	3,4	4,1	- 0,7	82,9
Neuf.-Virton	1,0	2,0	- 1,0	50,0
Liège	14,1	10,8	+3,3	130,6
Verviers	4,2	7,4	- 3,2	56,8
Huy-Waremme	2,4	5,1	- 2,7	47,1
Brabant wallon	12,7	15,3	- 2,6	83,0
Namur	11,1	9,5	+1,6	116,8
Dinant-Philippeville	3,8	4,2	- 0,4	90,5
Eupen-St-Vith	0,6	1,8	- 1,2	33,3
Arlon-Marche-Bastogne	2,3	4,4	- 2,1	52,3

## 2.2. LES RAPPORTS À LA RELIGION

### 2.2.1. Croyances et pratiques

Le premier axe pour appréhender cette dimension est bien sûr le rapport à la (aux) croyance(s) et aux pratiques. De nombreux cadres nous ont exprimé leur difficulté à répondre à cette question. À l'examen des chiffres, il apparaît qu'une majorité de l'élite écologiste est non croyante. Seules, 35,7% des personnes interrogées se déclarent croyantes. Mais ces totaux confirment d'emblée le caractère transversal d'Écolo sur le plan philosophique.

**Graphique 22 : Croyance au sein des membres de l'assemblée générale d'Écolo**

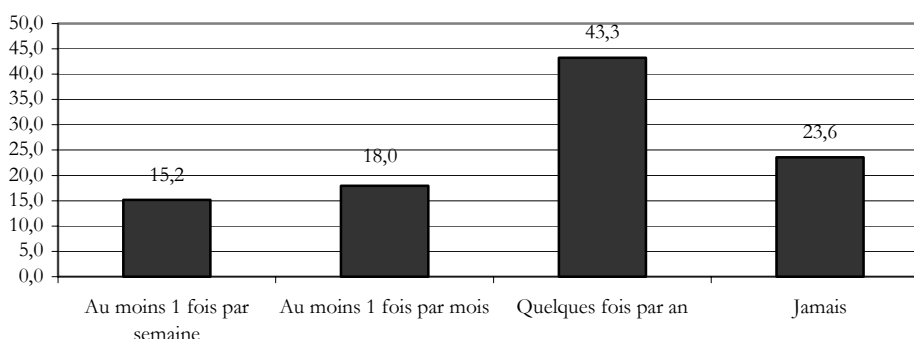


Parmi les croyants, 77,1% se déclarent catholiques et 8,4% se réclament d'une catégorie aux frontières plus floues, celle des « chrétiens ». Cette façon de se définir pourrait correspondre à une volonté de distanciation par rapport à l'Église, tout en ne reniant ni la croyance, ni une certaine culture chrétienne (qu'il s'agisse de valeurs, de modes de pensée ou de comportements...). Seules quelques personnes revendiquent une adhésion à une autre religion monothéiste. On notera la très faible présence de membres d'assemblée générale de confession musulmane, ce qui corrobore nos observations sur la nationalité des interviewés et celle de leur père.

**Tableau 25 : Religion déclarée parmi les membres de l'assemblée générale d'Écolo**

	Occurrences	%
Bouddhiste	1	0,6
Catholique	132	77,1
« Chrétienne »	30	17,5
Islamique	1	0,6
Judaïque	1	0,6
Luthérienne	1	0,6
Musulmane	2	1,2
Protestante	2	1,2
Non précisé	1	0,6
Total	171	100,0

**Graphique 23 : Degrés de pratiques parmi membres croyants de l'assemblée générale de Écolo**



Parmi les non-croyants, 15,4% déclarent une appartenance à une association laïque ou de « libre pensée ».

Qu'observe-t-on au niveau de la pratique religieuse ? La fréquentation régulière du lieu de culte est le fait de 33,2% des croyants, ce qui est élevé. Au sein de la population croyante interrogée, plus de 15% participent au culte au moins une fois par semaine auxquels s'ajoutent 18% qui assistent à l'office au moins une fois par mois. À l'inverse, ils sont à peu près un quart à ne jamais prendre part au culte. Aussi, environ 45% des membres des cadres écologistes croyants se situent-ils dans une posture intermédiaire : une situation de pratique occasionnelle, vraisemblablement liée à certaines dates importantes



du calendrier chrétien (Noël, Pâques,...) ou à certains événements (communions, mariages, enterrements,...).

### 2.2.2. Réseau d'enseignement

Qu'en est-il en termes de fréquentation(s) scolaire(s) ?

Dans leur majorité, les membres de l'assemblée générale d'Écolo ont fréquenté le réseau d'enseignement libre confessionnel durant l'entièreté de leurs études secondaires. Près de 50% (47,4% exactement) de notre échantillon ont suivi une telle formation. L'enseignement officiel est le deuxième réseau d'enseignement le plus fréquenté par les personnes sondées (37,9%). Les cas de membres de l'assemblée générale qui ont traversé plusieurs réseaux d'enseignement sont plus rares. Toutefois, 12,8% des congressistes ont suivi cette trajectoire au cours de leurs années d'études secondaires. La fréquentation de l'enseignement secondaire libre non confessionnel est pour sa part presque négligeable. Elle concerne un peu moins d'une personne sur cent.

**Tableau 26 : Réseau scolaire fréquentés par les membres de l'assemblée générale d'Écolo**

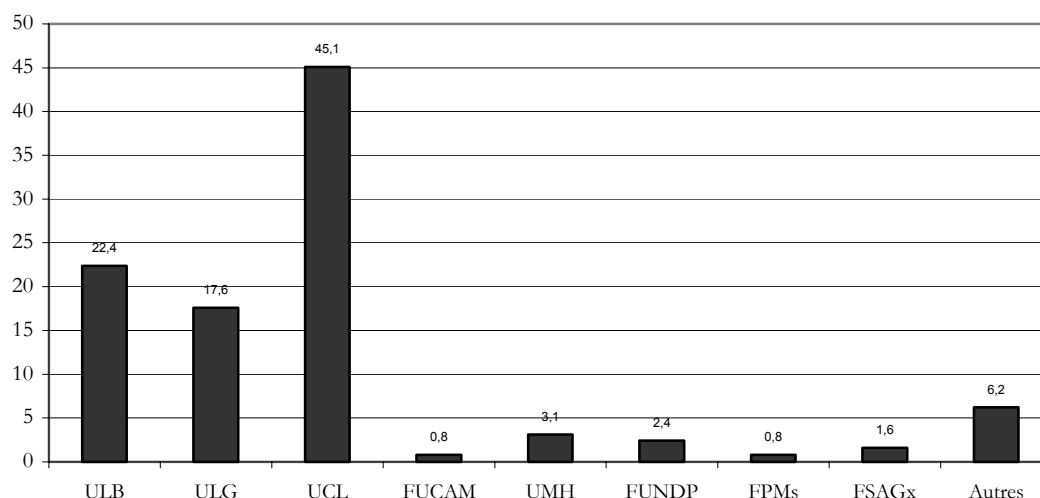
	Occurrences	%
Officiel	183	37,9
Libre confessionnel	229	47,4
Libre non confessionnel	9	1,9
Plusieurs réseaux	62	12,8
Total	483	100,0

Le tableau apparaît donc comme équilibré. Si les membres de l'assemblée générale d'Écolo ont pour près de la moitié grandi dans la sphère éducative chrétienne, il y a aussi une forte proportion d'entre eux qui provient du réseau officiel ou qui ont fréquenté plusieurs réseaux.

L'empreinte chrétienne parmi les cadres ayant suivi un cursus universitaire est aussi très patente. En effet, un peu moins de la moitié d'entre eux ont suivi un cursus universitaire dans un établissement libre confessionnel. Dans cet ensemble, l'Université catholique de Louvain est hégémonique dès lors qu'il s'agit de la seule université libre confessionnelle complète<sup>48</sup>. On notera que deux fois plus de cadres universitaires ont fréquenté l'UCL que l'ULB et que l'addition des congressistes ayant étudié à l'ULB et à l'ULG n'atteint pas le total des cadres ayant suivi leurs études universitaires à l'UCL.

<sup>48</sup> UCL : 45,1%, FUCAM : 0,8%, FUNDP : 2,4%.

**Graphique 24 : Universités fréquentées parmi les membres de l'assemblée générale d'Écolo détenteurs d'un titre universitaire**



L'enquête a été réalisée dans un amphithéâtre de l'UCL. Une sur-représentation d'étudiants ou d'anciens étudiants issus de ce sérail-là a éventuellement pu un peu jouer. Deux logiques peuvent donc être à l'œuvre dans l'établissement du choix d'une université. Soit une optique philosophique où l'on élit un établissement libre confessionnel pour sa parenté avec le réseau d'enseignement secondaire d'origine, ceci tantôt par facilité ou habitude, tantôt par volonté délibérée. Soit une optique géographique, le choix d'une université proche géographiquement, sans que l'orientation philosophique de l'établissement fréquenté ne soit vécue comme hostile. Au regard de cette double dynamique, il est logique que l'UCL recueille un score si important. Ce site universitaire wallon mais très proche de Bruxelles peut et a pu accueillir très facilement des étudiants de Bruxelles, du Brabant wallon et d'ailleurs. Ces deux premiers territoires sont aussi des régionales très bien représentées dans notre échantillon, et au sein du parti vert en général (cf. supra).

L'analyse des parcours scolaires des membres de l'assemblée générale d'Écolo est donc loin de nous montrer un bloc monolithique. Mais le terreau sociologique chrétien d'une partie substantielle d'Écolo apparaît clairement à l'analyse des cursus scolaires. En même temps, le détachement partiel par rapport à la croyance s'opère comme en témoigne la distribution entre croyants et non-croyants. Même si parmi les croyants, la pratique régulière est saillante.

### 2.2.3. La presse écrite et les cadres écologistes

La socialisation dans un milieu éducatif proche du pilier chrétien influence-t-elle les choix des personnes interrogées en matière de presse écrite ? Pour appréhender cette problématique, nous avons interrogé notre échantillon sur les quotidiens et magazines les plus lus.

En la matière, aucune conclusion tranchée ne pourrait être appliquée à la population sondée. Le journal généraliste de la presse écrite francophone le plus lu est *Le Soir* (68,4% des personnes interrogées le lisent au moins plusieurs fois par semaine). Près de quatre personnes sur dix le consultent très régulièrement ou tous les jours. Notons que ce dernier est aussi le quotidien francophone le plus important en termes de tirage. *La Libre Belgique* n'est lu, quelques fois par semaine, que par 18% des membres de l'AG. *La Dernière heure* (4,2% le lisent plusieurs fois par semaine) ne recueille que très peu de lecteurs au sein de cette population. Ce score apparaît normal. Le profil idéologique et journalistique de la *Dernière heure* semble très éloigné de celui d'Écolo. *L'Écho* (3,4% le lisent plusieurs fois par semaine) n'a aussi qu'une faible pénétration. En revanche, *Le Matin* était lu au moins plusieurs fois par semaine par 18,1% de l'échantillon.

En ce qui concerne la presse régionale, un premier constat s'impose : elle est globalement très peu lue. Les Bruxellois qui achètent un quotidien régional choisissent pour l'essentiel *La Lanterne* (aujourd'hui *La Capitale*) – 8,6% des personnes interrogées le lisent au moins plusieurs fois par semaine – alors que les Namurois et les Luxembourgeois se portent respectivement sur *Vers l'Avenir* ou sur *L'avenir du Luxembourg* (10,8% le lisent au moins plusieurs fois par semaine). Un journal du groupe *Vers l'Avenir* est consulté très régulièrement par un dixième des congressistes. Ils sont un peu moins nombreux à faire de même pour un quotidien régional du groupe Rossel (*La Meuse* ou *La lanterne*).

En matière d'hebdomadaires, près de 30% des sondés consultent *Le Vif-L'express* au moins plusieurs fois par mois<sup>49</sup> et, plus précisément encore, 20,8% toutes les semaines. En revanche, *Le Soir Magazine* est nettement moins prisé : ils ne sont que 11,2% à le parcourir au moins plusieurs fois par mois.

À l'aune de cette analyse, plusieurs constats s'imposent. Les membres de l'assemblée générale d'Écolo semblent se documenter abondamment à travers la lecture régulière de plusieurs quotidiens et hebdomadaires. Ils s'informent principalement via les quotidiens nationaux et, en la matière, *Le Soir* occupe incontestablement la position de source privilégiée.

## 2.3. LE POSITIONNEMENT ET LE PROFIL SOCIO-POLITIQUE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ÉCOLO

### 2.3.1. Le profil socio-politique

#### *Les générations d'engagement*

Pour examiner la chronologie de l'engagement politique, nous avons demandé aux membres de l'assemblée générale d'Écolo l'année de leur adhésion au mouvement vert. Écolo est né en 1980, il est l'un des plus jeunes partis francophones pourvu d'une représentation parlementaire<sup>50</sup>.

<sup>49</sup> 20,8% (toutes les semaines) et 8,1% (plusieurs fois par mois).

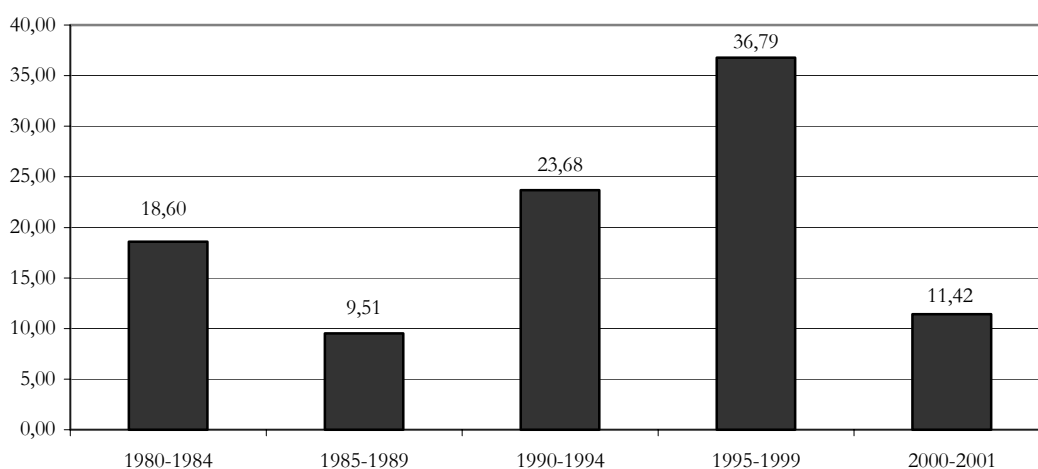
<sup>50</sup> Parmi les formations politiques ayant des parlementaires fédéraux, seul le FN est apparu après lui.

Près de la moitié des personnes interrogées ont adhéré au parti depuis 1995. Dans ce segment, 36,8% ont adhéré entre 1995 et 1999, soit dans la phase de lancement et de tenue des États généraux de l'Écologie politique, qui ont permis à Écolo de rencontrer des acteurs sociaux et des membres de différents mondes associatifs. Cette période a été propice à l'enrôlement de nouveaux membres. Il n'est donc pas étonnant de voir beaucoup de militants verts présents à l'assemblée générale issus de cette génération d'adhésion.

23,7% ont adhéré à Écolo entre 1990 et 1994. Une forte minorité des personnes interrogées (18,6%) est arrivée dans le mouvement à ses débuts. Un creux générationnel apparaît au sein de la population étudiée pour la deuxième moitié des années 1980. L'observation n'est pas surprenante dans la mesure où Écolo a vécu une crise interne importante en 1986 et le départ d'un nombre appréciable de membres. Ce n'est véritablement qu'avec le scrutin européen de 1989 qu'Écolo s'est relancé au plan interne, électoral et politique.

Dans leur immense majorité, les militants présents à l'assemblée générale sont donc des personnes qui ont approché le mouvement Écolo récemment.

**Graphique 25 : Génération d'adhérents d'Écolo parmi les membres de l'assemblée générale (%)**



### ***Des membres de l'assemblée générale d'Écolo majoritairement non mandataires***

À la question de savoir si les personnes exerçaient un mandat politique interne, un tiers des sondés (33,1%) répondent par l'affirmative. Tout à fait normalement, c'est le mandat le plus important quantitativement – conseiller(e) communal(e) – qui est le plus mentionné.

Parmi les membres de l'assemblée générale qui ont un mandat politique, 58,8% sont conseillers communaux, auxquels il faut ajouter 5,6% d'échevins. Notre échantillon ne contient pas de bourgmestre.

Parmi les mandataires, les conseillers provinciaux occupent la deuxième place, devant les conseillers auprès des CPAS. Viennent ensuite les parlementaires, qu'ils soient régionaux ou fédéraux. Le cumul de mandats n'est autorisé à Écolo que moyennant dérogation. Aussi, n'avons-nous pas envisagé la perspective d'un cumul des mandats dans notre questionnaire.

**Tableau 27 : Mandats politiques exercés par les membres de l'assemblée générale d'Écolo**

	Occurrences	%
Conseiller communal	94	58,8
Conseiller CPAS	15	9,4
Échevin	9	5,6
Bourgmestre	0	0,0
Député régional	11	6,9
Parlementaire fédéral ou européen	6	3,8
Président de CPAS	2	1,3
Conseiller provincial	18	11,3
Ministre	5	3,1
Total	160	100,0

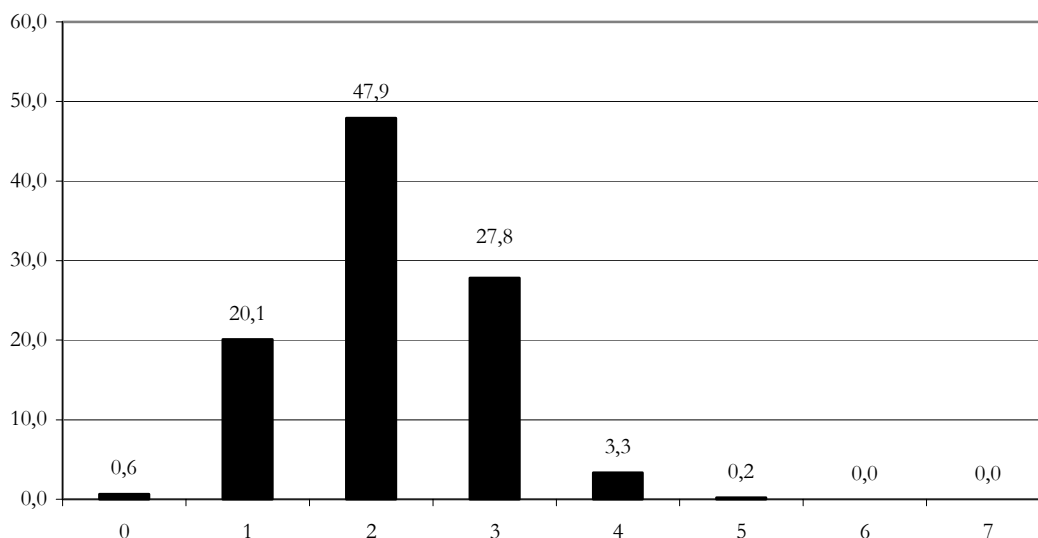
### *Auto-positionnement et positionnement d'Écolo*

Pour examiner le positionnement socio-politique des membres de l'assemblée générale d'Écolo, nous avons, à l'instar de la démarche réalisée au congrès socialiste, travaillé en plusieurs étapes.

Dans un premier temps, nous avons testé l'auto-positionnement des congressistes sur un axe gauche-droite. Les notes vont de 0 à 7. 0 est la position la plus à gauche et 7 la position la plus à droite. Depuis 1997, le parti vert a tourné le dos au positionnement dit du « ni, ni » (ni à gauche, ni à droite). À la fin des années 1990, le secrétariat fédéral Moraël-Durant-Roland a clairement ancré le parti à gauche. Il est intéressant de voir si les membres présents à l'assemblée générale d'Écolo assument ce choix.

Très clairement, les cadres intermédiaires d'Écolo se trouvent en phase avec la posture adoptée par les dirigeants de leur parti sur l'axe gauche-droite. En effet, sur les 474 réponses valides reçues pour la question de l'auto-positionnement, le score moyen est de 2,32, soit un sentiment clairement exprimé d'appartenir à la gauche. Au-delà de cette première observation, il importe de noter que l'éventail des positions est faible. Un peu plus de 75% des répondants se positionnent en effet sur les notes 2 et 3. Les postures les plus à gauche sont tout à fait marginales (0,6% pour la note 0).

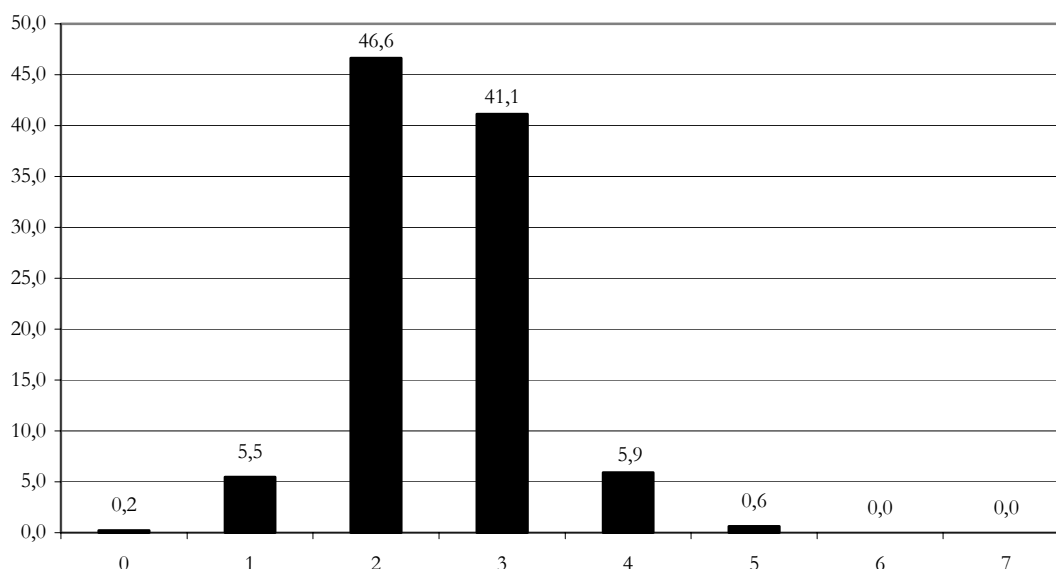
**Graphique 26 : Auto-positionnement sur l'axe gauche-droite des membres de l'assemblée générale d'Écolo, sur une échelle allant de 0 à 7**



Qu'en est-il en termes de positionnement du parti ? À partir de la même démarche, les cadres écologistes classent leur parti d'une manière relativement identique, mais de façon plus centriste.

En effet, les membres de l'assemblée générale d'Écolo situent leur formation politique légèrement plus à droite que leur propre positionnement moyen. La note est de 2,76. Sans être marginale, la différence n'est pas très élevée (0,44). Remarquons toutefois le glissement opéré entre certaines positions. Lorsque nous mesurons l'auto-positionnement, les sondés sont 20,1% à répondre la position 1, mais ils ne sont que 5,5% à évaluer l'orientation politique d'Écolo à cette note.

Le mouvement inverse est observable en ce qui concerne la position 3 (27,8% dans un cas, 41,1% dans l'autre). Le glissement plus à droite lorsqu'il s'agit de considérer la position du parti est évident. Les membres de l'assemblée générale écologiste sont 87,7% à positionner leur parti sur les positions 2 et 3.

**Graphique 27 : Positionnement d'Écolo par les membres de l'assemblée générale sur l'axe gauche-droite sur une échelle allant de 0 à 7**

Au demeurant, le croisement de l'auto-positionnement et du positionnement révèle une large similitude de références choisies (liseré gris sur la figure, voir infra). Toutefois, 36% des personnes interrogées (80 occurrences) se classent sur la posture 2 tandis qu'ils situent leur formation un peu plus à droite qu'eux (note 3). Parallèlement, 57,0% (54 sondés) de ceux qui se situent sur la position 1 situent leur parti un cran plus à droite (position 2). Par contre, 11% (51 occurrences) classent leur parti légèrement plus à gauche qu'eux-mêmes.

**Tableau 28 : Croisement de l'auto-positionnement et du positionnement politiques (en nombre d'occurrences)**

	Positionnement d'Écolo								Total
	0	1	2	3	4	5	6	7	
0			2		1				3
1	1	18	54	18	4				95
2		6	130	80	7				223
3			33	86	11	1			131
4		1	1	9	5				16
5						1			1
6									
7									
Total	1	25	220	193	28	2			469

### 2.3.2. Les rapports aux autres partis

Nous avons aussi voulu sonder la proximité, les affinités ou l'éloignement envers les autres formations de l'échiquier politique francophone. Pour ce faire, nous avons également demandé aux personnes interrogées d'évaluer, sur une échelle de 0 à 7, leur degré

de sympathie envers les autres partis (0 signifie l'antipathie la plus forte, 7 correspond à la sympathie la plus importante).

D'une façon générale, l'opinion des membres de l'assemblée générale d'Écolo envers les autres partis politiques est peu favorable. La plupart d'entre eux choisissent les positions allant de 0 à 3 (soit toutes les positions plus ou moins défavorables) pour l'ensemble des partis.

De manière assez attendue, le parti qui suscite la plus forte répulsion chez les membres de l'assemblée générale d'Écolo est le Front national : 97% des cadres le situent sur la note 0. La note moyenne attribuée par les membres de l'assemblée générale d'Écolo à ce parti est de 0,03.

À l'autre bout de l'échiquier politique francophone, le Parti du travail de Belgique (PTB) génère aussi un important sentiment de répulsion, cependant moins marqué. En effet, 90,4% des personnes interrogées ont un avis défavorable voire très défavorable envers ce parti (positions allant de 0 à 3). L'antipathie extrême (la note 0) est cependant nettement moins prononcée (53,6%). Sa note moyenne est très proche de 1, soit 0,94.

Une disposition un peu différente prévaut pour le Parti communiste. 77,4% des personnes interrogées situent ce parti sur des positions s'étalant de 0 à 3. Plus précisément, ils sont un quart à choisir la position 0. Les cadres écologistes interrogés semblent moins déconsidérer le PC que son coreligionnaire maoïste, le PTB. Le score moyen obtenu par le Parti communiste est en effet meilleur : 1,91. Il est vrai qu'un certain nombre d'anciens militants communistes – notamment bruxellois et hennuyers – ont rejoint Écolo à la fin des années 1980 et durant les années 1990.

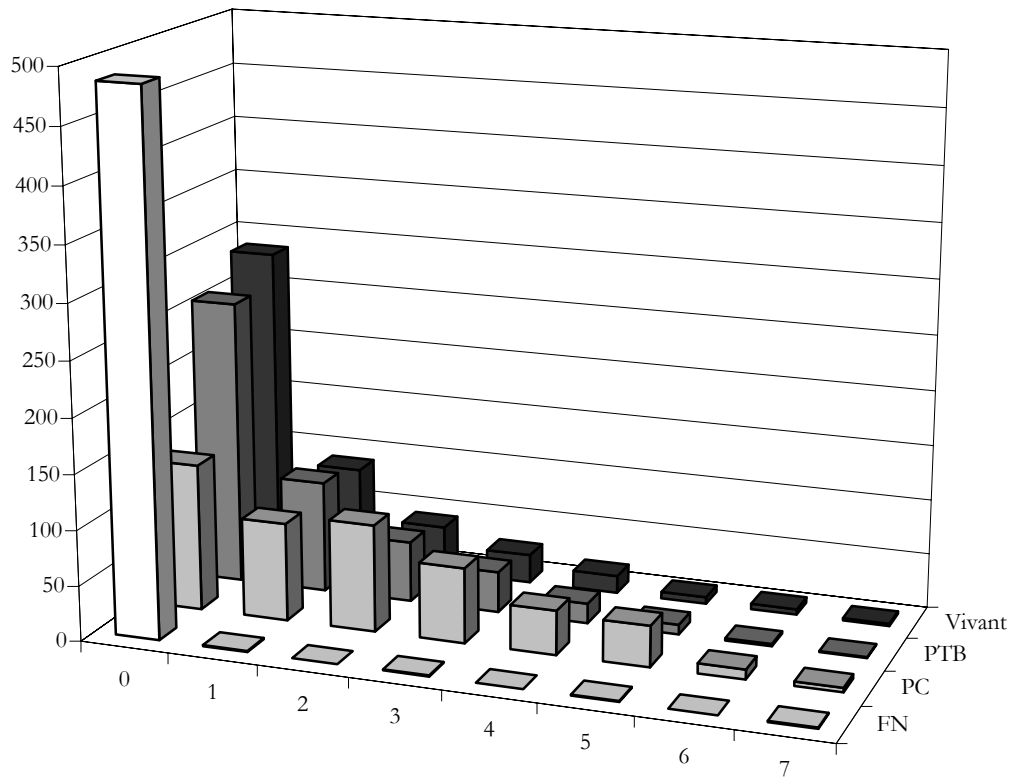
Dans le même ordre d'idée, nos sondés sont presque autant à rejeter Vivant qui s'est présenté pour la première fois devant l'électeur en 1999 : 88,8% jugent défavorablement cette nouvelle formation. Il est intéressant de noter que la note la plus basse (0) a été choisie par 60,5% de la population interrogée. Vivant apparaît donc ainsi comme le parti qui, après le FN, suscite le plus de répulsion au sein des membres de l'assemblée générale d'Écolo. Ceci est confirmé par l'analyse du score moyen que ces derniers attribuent à Vivant : 0,83.

Parmi les partis dits traditionnels, c'est ce qui est encore alors la Fédération PRL FDF MCC qui suscite le moins de sympathie de la part des cadres verts. Plus de 90% d'entre eux la placent dans une configuration manifestement défavorable (soit sur une position allant de 0 à 3). Au demeurant, parmi les notes proposées, le 2 est celle qui recueille le plus d'occurrences (31,5%) tandis, qu'ensemble, les positions 0 et 1 sont le réceptacle d'environ la moitié des réponses. Ceci explique la faiblesse du degré moyen de sympathie qui s'établit à 1,6.

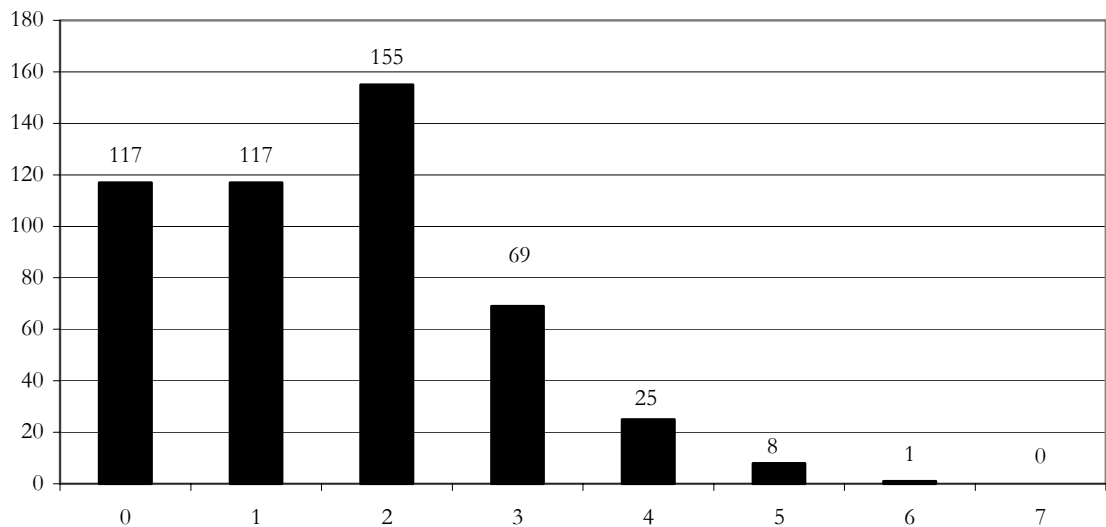
Les positions les plus positives – 6 et 7 – ne s'élèvent respectivement qu'à 0,2% et 0%. Lorsqu'il est exprimé, le degré de sympathie est pour le moins faible. Très clairement, la formation à l'origine de l'actuel Mouvement réformateur suscite les plus grandes réserves dans le chef des membres de l'assemblée générale d'Écolo.



**Graphique 28 : Degré de sympathie (allant de 0 à 7) pour le Front national, le Parti communiste, le Parti du travail de Belgique et Vivant**



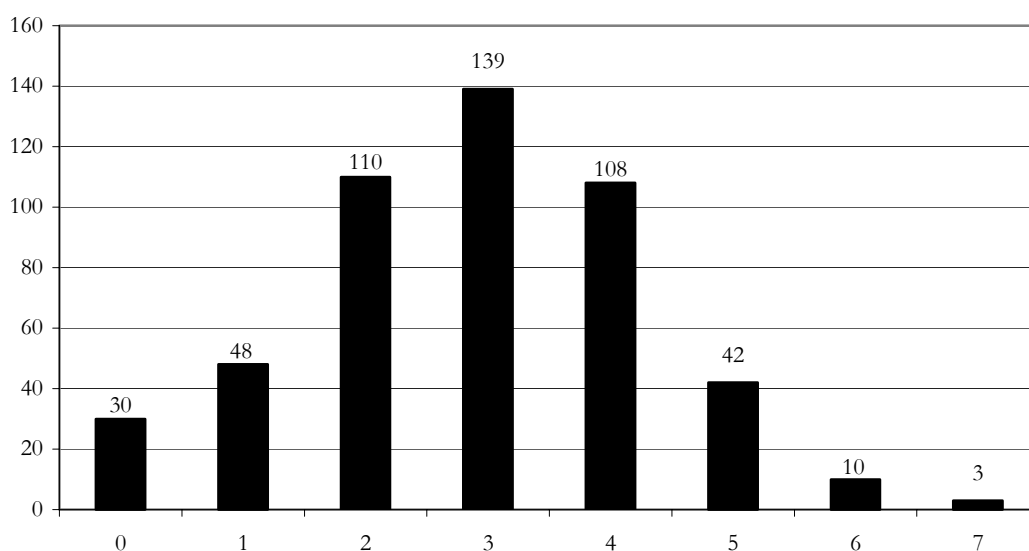
**Graphique 29 : Degré de sympathie (allant de 0 à 7) pour la Fédération PRL FDF MCC**



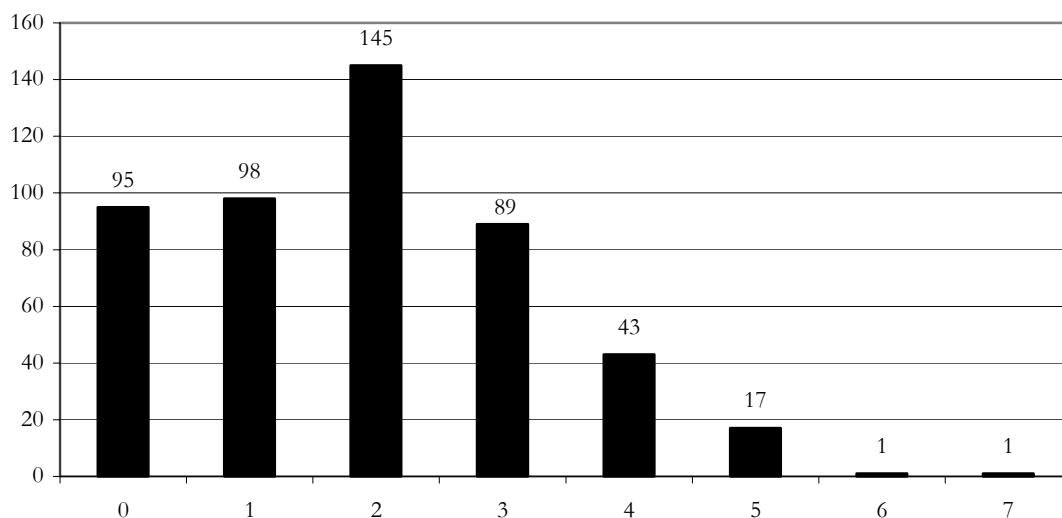
Les données relatives au Parti socialiste sont sensiblement différentes. L'agrégation des notes défavorables ramène à presque deux tiers des réponses rendues. Mais parmi celles-ci, les personnes interrogées choisissent majoritairement la position 3, soit la note la moins négative des positions négatives. Notons aussi que la note 4, soit la plus petite des notes positives, recueille 22% des avis émis. À l'époque de notre enquête, le PS et Écolo n'avaient pas encore opéré le rapprochement incarné par les Convergences à gauche de la rentrée 2002.

Au sein de notre échantillon, ils ne sont que trente à avoir pointé la note zéro pour la formation conduite par Elio Di Rupo contre 117 pour la Fédération PRL FDF MCC. Par ordre de classement, il s'agit de la sixième note la plus choisie parmi les huit suggérées. Ceci explique que la note moyenne de sympathie soit très sensiblement plus élevée pour les socialistes que pour les libéraux : 3,03.

**Graphique 30 : Degré de sympathie (allant de 0 à 7) pour le Parti socialiste**



La pyramide mesurant le degré de sympathie que les membres de l'assemblée générale d'Écolo peuvent avoir à l'égard de ce qui était encore le Parti social chrétien ressemble, dans ses proportions, à celle observée pour la Fédération PRL FDF MCC, mais dans une optique moins « sévère ». La position la plus souvent choisie par les personnes interrogées est la note 2 (29,7%). Les positions les plus défavorables, soit les classements 0 et 1, sont respectivement choisies par 19,4% et 20% des sondés. La première position plutôt positive (soit la note 4), obtient 8,8% des avis émis. 18,2% des personnes interrogées optent pour la posture 3, la moins défavorable des positions négatives. Globalement donc, le PSC n'est pas perçu comme une formation politique amie par les membres de l'assemblée générale d'Écolo et se situe entre les libéraux et les socialistes, comme en témoigne sa note moyenne de 1,89.

**Graphique 31 : Degré de sympathie (allant de 0 à 7) pour le PSC**

En conclusion, de façon assez logique, l'opposition la plus franche s'observe pour les partis à la marge du système politique, a fortiori s'ils sont situés aux extrêmes du spectre politique – le PC, le PTB, Vivant et, de manière plus marquante encore, le FN. Parmi les partis traditionnels, les participants à l'assemblée générale d'Écolo expriment un sentiment de proximité plus développé à l'endroit du PS qu'envers le PSC. Vis-à-vis de la Fédération PRL FDF MCC, on peut parler de réserve profonde voire d'hostilité.

### 2.3.3. Les membres de l'assemblée générale d'Écolo, la gauche, la droite et les questions socio-économiques

La même méthodologie que pour le PS a été appliquée pour Écolo.

Quelles observations peut-on relever à partir des réponses fournies par les membres de l'assemblée générale d'Écolo aux propositions d'ordre socio-économique qui leur ont été soumises ?

Il convient, en premier lieu, de relever un élément intéressant dans les avis exprimés par les sondés. En effet, dans l'ensemble les réponses les plus tranchées (tout à fait d'accord *versus* tout à fait contre) sont quasiment aussi nombreuses que les réponses plus « centristes ». Sur l'ensemble des réponses reçues aux sept questions, 1 725 sont recensées sous la rubrique des « plutôt » (d'accord ou contre) pour 1 624 sous la rubrique des « tout à fait » (d'accord ou contre) et 125 réponses « je ne sais pas ». À l'instar de l'observation faite pour le Parti socialiste, il convient de souligner que la question qui a suscité la position (favorable) la plus nette est aussi celle dont la « désirabilité sociale » était la plus manifeste : « Diminuer les écarts entre revenus est important » a recueilli 341 préférences de « tout à fait d'accord ».

Deuxièmement, et par delà cette constatation, parmi les sept propositions envisagées, six sur sept dégagent des perspectives très nettement majoritaires à gauche. Sous l'angle so-

cio-économique, la posture de gauche semble être assumée par les membres de l'AG. Elle semble être un trait identitaire intégré. Parmi celles-ci, la plus nuancée concerne l'intervention des syndicats dans les grandes orientations économiques. La seule question qui débouche sur une perspective mitigée est, comme pour les congressistes socialistes, celle relative à la flexibilité du travail. On y recense à peu près autant d'accord que de désaccord sur la perspective proposée d'une augmentation de la flexibilité.

**Tableau 29 : Réponses des membres de l'assemblée générale d'Écolo aux propositions d'ordre socio-économique**

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt contre	Tout à fait contre	Je ne sais	Sans réponse
La poste doit être privatisée	10	25	195	249	18	3
Les organisations syndicales doivent avoir plus de poids dans les grandes décisions économiques	93	277	91	15	21	3
Augmenter la flexibilité du travail est nécessaire	89	156	165	77	8	5
Diminuer les écarts entre revenus est important	341	135	12	6	5	1
Les citoyens doivent pouvoir choisir individuellement leur niveau de protection sociale	20	56	172	209	35	8
Réduire le temps de travail est important	285	199	7	2	6	1
Moins l'État intervient, mieux se porte l'économie	7	30	205	221	32	5

Enfin, une troisième constatation qui s'impose est la relative cohérence d'ensemble des réponses fournies, sous l'angle du clivage gauche-droite. La dominante penche clairement du côté du versant gauche.

Il est possible de construire un axe gauche-droite sur les questions socio-économiques, où la position la plus à droite équivaut à - 10 et la plus à gauche à 10<sup>51</sup>. Comme nous l'avons déjà épinglé, la question concernant la diminution de l'écart entre les revenus révèle le positionnement moyen le plus à gauche parmi les membres de l'assemblée générale d'Écolo (7,95 sur notre échelle). Cette note est suivie par celle sur la privatisation hypothétique de la poste (5,09). En revanche, sur la problématique de la flexibilité du travail, il apparaît que les sondés adoptent une position centriste sur notre classement : - 0,15. Cette position divergente par rapport aux autres scores s'explique vraisemblablement par des interprétations différentes de la notion de flexibilité. Les autres notes se situent manifestement dans une configuration de gauche : entre 3 et 7,50. Le positionnement moyen sur notre axe pour les sept questions s'élève à 5,01. Nous pouvons donc clairement classer Écolo comme un parti de gauche sous l'angle des positions socio-économiques que défendent ses cadres.

<sup>51</sup> Tout à fait d'accord ou tout à fait contre (droite) = - 10.  
Plutôt d'accord ou plutôt contre (droite) = - 5.  
Tout à fait d'accord ou tout à fait contre (gauche) = 10  
Plutôt d'accord ou plutôt contre (gauche) = 5.  
Je ne sais pas = 0

**Tableau 30 : Classement sur une échelle allant de - 10 (position la plus à droite) à 10 (position la plus à gauche) sur les différentes propositions soumises**

La poste doit être privatisée	5,09
Les organisations syndicales doivent avoir plus de poids dans les grandes décisions économiques	3,69
Augmenter la flexibilité du travail est nécessaire	- 0,15
Diminuer les écarts entre revenus est important	7,95
Les citoyens doivent pouvoir choisir individuellement leur niveau de protection sociale	4,94
Réduire le temps de travail est important	7,58
Moins l'État intervient, mieux l'économie se porte	6,03
Moyenne	5,01

### 2.3.4. Les membres de l'assemblée générale d'Écolo, la gauche, la droite et les questions sociétales

#### *Les questions de valeurs et d'éthique*

La méthode utilisée pour cerner le profil éthique des participants à l'assemblée générale d'Écolo est la même que celle mobilisée pour le PS.

Les observations que nous avons pu isoler sur les questions socio-économiques ne se retrouvent que partiellement sur ce premier jeu de questions de société. En effet, les réponses tranchées (tout à fait d'accord *versus* tout à fait contre) sont clairement plus manifestes. Sur les 1 991 réponses reçues, 1 186 le sont sous la rubrique des « tout à fait » (d'accord ou contre), pour 698 sous la rubrique des « plutôt » (d'accord ou contre). De plus, le nombre d'hésitants est extrêmement modeste, voire insignifiant. Le total des réponses « je ne sais pas » s'élève à 107.

Globalement, le positionnement apparaît plus homogène encore que dans le cas des questions socio-économiques. Parmi les quatre propositions envisagées, l'une n'est pas loin de faire l'unanimité : la non-interdiction de l'avortement. Sur les autres questions, les avis sont légèrement moins tranchés mais restent sans équivoque.

**Tableau 31 : Réponses des participants à l'assemblée générale d'Écolo aux propositions d'ordre sociétal**

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt contre	Tout à fait contre	Je ne sais	Sans réponse
La consommation de cannabis doit être dépenalisée	213	211	39	15	21	1
Si on veut des enfants, il faut se marier	5	51	102	296	42	4
L'avortement doit être interdit	4	12	68	401	14	1
Pour combattre le Sida, des préservatifs doivent être distribués dans toutes les écoles	241	189	26	11	30	3

En termes de positionnement politique, celui renvoyé par les participants écologistes apparaît donc clair et presque sans nuance. Sous l'angle du classement gauche-droite sur les questions de société, la cohérence d'ensemble des réponses apparaît même comme

beaucoup plus évidente que dans le cas des thématiques socio-économiques. La prégnance des positions « de gauche » est encore plus manifeste.

Sur ces thématiques, nous avons également élaboré un axe gauche-droite, où la position la plus à droite équivaut à - 10 et la plus à gauche à 10 <sup>52</sup>.

La posture concernant l'avortement dévoile le positionnement le plus à gauche (8,52) et celle relative à la dépénalisation de l'usage du cannabis, celle qui l'est le moins (5,70). La note maximale à gauche est donc plus élevée que la note maximale obtenue pour une question d'ordre socio-économique. En revanche, la note qui en termes relatifs est la moins à gauche des positions de gauche est très sensiblement inférieure à la note maximale sur les questions d'ordre socio-économique.

Sur les quatre questions considérées, le classement moyen sur l'axe gauche-droite se situe à 6,72, soit une posture d'ensemble qui penche délibérément vers la gauche du point de vue du libéralisme culturel.

**Tableau 32 : Classement sur une échelle allant de - 10 (position la plus à droite) à 10 (position la plus à gauche) sur les différentes propositions soumises**

La consommation de cannabis doit être dépénalisée	5,70
Si on veut des enfants, il faut se marier	6,39
L'avortement doit être interdit	8,52
Pour combattre le Sida, des préservatifs doivent être distribués dans toutes les écoles	6,27
Moyenne	6,72

### ***Les questions law and order***

Qu'en est-il sur les problématiques relatives aux questions *law and order* et aux thématiques de l'immigration, analysées selon la méthodologie exposée ci-dessus pour le PS.

En la matière, les avis sont encore beaucoup plus nets que pour les thèmes socio-économiques et sociétaux. On recense 1 623 réponses nettes (tout à fait d'accord ou contre) sur 2 025 réponses fournies et 304 réponses nuancées (plutôt d'accord ou contre). Le nombre de réponses hésitantes s'élève à 98. Dans les quatre cas envisagés, les réponses d'ensemble sont très majoritaires voire consensuelles. La dimension universaliste des cadres écologistes est particulièrement impressionnante.

<sup>52</sup> Tout à fait d'accord ou tout à fait contre (droite) = - 10.  
Plutôt d'accord ou plutôt contre (droite) = - 5.  
Tout à fait d'accord ou tout à fait contre (gauche) = 10  
Plutôt d'accord ou plutôt contre (gauche) = 5.  
Je ne sais pas = 0

**Tableau 33 : Réponses des membres de l'assemblée générale d'Écolo aux propositions de type *law and Order***

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt contre	Tout à fait contre	Je ne sais pas	Sans réponse
Les expulsions de demandeurs d'asile ne sont pas assez nombreuses	3	16	98	349	32	2
Les étrangers résidant depuis cinq ans dans une commune doivent pouvoir voter aux élections communales	424	59	2	10	3	2
La peine de mort doit être rétablie	1	3	19	474	3	0
Il y a trop d'immigrés en Belgique	9	11	96	353	27	4

Pour ce qui a trait au positionnement politique, la configuration dévoilée par les congressistes verts se présente de manière encore plus cohérente que dans les deux précédentes. Sous l'angle du classement gauche-droite sur les thématiques liées à l'immigration et aux questions de sécurité, il y a une cohérence d'ensemble affirmée. Soulignons cependant, comme pour le PS, mais de manière plus accentuée, une très légère tension sur deux questions ayant trait à l'immigration. Pour la proposition relative au renvoi des demandeurs d'asile et au nombre d'immigrés en Belgique, le nombre de réponses « Je ne sais pas » respectivement 32 et 27 – est très nettement supérieur à ce que l'on recense dans cette catégorie pour les autres suggestions. Cela peut être lié à une hésitation sur la réponse. Cela peut éventuellement être aussi une réponse difficilement avouable.

Sur cet ensemble de questions, la posture est indéniablement de gauche. Nous avons à nouveau élaboré un axe gauche-droite, où la position la plus à droite équivaut à - 10 et la plus à gauche à 10<sup>53</sup>. La moyenne d'ensemble est de 8,52, soit le positionnement le plus à gauche que nous ayons eu à observer.

**Tableau 34 : Classement sur une échelle allant de - 10 (position la plus à droite) à 10 (position la plus à gauche) sur les différentes propositions soumises**

Les expulsions de demandeurs d'asile ne sont pas assez nombreuses	7,78
Les étrangers résidant depuis cinq ans dans une commune doivent pouvoir voter aux élections communales	8,88
La peine de mort doit être rétablie	9,62
Il y a trop d'immigrés en Belgique	7,80
Moyenne	8,52

## 2.4. ÉCOLO ET SON ÉQUIPE DIRIGEANTE

En novembre 1999, l'élection d'un nouveau secrétariat fédéral en remplacement du trio composé d'Isabelle Durant, Jacky Moraël et Jean-Luc Roland avait été l'occasion d'un très âpre débat interne, opposant largement participationnistes et anti-participationnistes (au gouvernement fédéral). Ce duel avait vu la victoire du trio constitué par Philippe

<sup>53</sup> Tout à fait d'accord ou tout à fait contre (droite) = - 10.  
 Plutôt d'accord ou plutôt contre (droite) = - 5.  
 Tout à fait d'accord ou tout à fait contre (gauche) = 10  
 Plutôt d'accord ou plutôt contre (gauche) = 5.  
 Je ne sais pas = 0

Defeyt, Jacques Bauduin et Brigitte Ernst au détriment de l'équipe Daniel Burnotte, Philippe Henry et Marie-Thérèse Coenen, considérée comme proche de ceux qui avaient promu la montée d'Écolo au pouvoir.

Ce débat récurrent au sein du parti vert ne devait pas être ignoré par notre enquête. C'est la raison pour laquelle nous avons demandé à notre échantillon de nous dévoiler le vote émis en novembre 1999. Il apparaît clairement que notre échantillon est représentatif du rapport de forces alors à l'œuvre. En effet, les votes émis alors en faveur de l'équipe gagnante représentaient une proportion de 55,68% pour 43,78% au trio Burnotte-Coenen-Henry. Dans notre échantillon, ces votes s'élèvent à 55,16% pour l'équipe gagnante et à 42,77% pour le trio défait.

Comme nous l'annoncions, en préambule de la partie consacrée à Écolo, nous n'avons malheureusement pas pu intégrer de questions d'évaluation du travail du secrétariat fédéral et des équipes ministérielles.

**Tableau 35 : Répartition des votes au sein de l'assemblée générale pour l'élection du secrétariat fédéral du 28 novembre 1999**

	Bauduin-Defeyt-Ernst	Coenen-Henry-Burnotte	Je me suis abstenu	J'étais absent
Lors de l'AG du 28 novembre 1999, vous avez voté :	187	145	7	157
Résultats de l'assemblée générale du 28 novembre 1999	510	401	29	



## **Derniers Courriers hebdomadaires parus**

- 1774-1775 La réforme des provinces en Wallonie  
Par Frédéric Doms
- 1776-1777 La Convention européenne. Genèse et premiers résultats  
Par Cécile Barbier
- 1778 Le travail intérimaire  
Par Catherine Delbar, Évelyne Léonard
- 1779 La circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde et les réformes électorales de 2002  
Par Jacques Brassinne de la Buissière
- 1780 La loi du 13 février 2003 ouvrant le mariage à des personnes de même sexe  
Par Christelle Arend-Chevron
- 1781 Implantation syndicale et taux de syndicalisation (1992-2000)  
Par Étienne Arcq, Magali Aussems
- 1782 La controverse sur les conventions collectives flamandes  
Par Andrée Debrulle, Étienne Arcq
- 1783-1784 Bilan de l'exercice des compétences transférées par la Communauté française  
Par Raphaël Born
- 1785 Index 2002
- 1786-1787 La sidérurgie en Wallonie entre Usinor, Dufenco et Arcelor  
Par Michel Capron
- 1788-1789 Les programmes des partis francophones pour les élections du 18 mai 2003  
Par Thierry Coosemans
- 1790-1791 Les réformes électorales sous la législature 1999-2003  
Par Pierre Blaise, Jacques Brassinne de la Buissière, Vincent de Coorebyter
- 1792 Les programmes des partis politiques flamands pour les élections du 18 mai 2003  
Par Serge Govaert
- 1793-1794 La préparation des élections fédérales du 18 mai 2003
- 1795 Les relations collectives dans le secteur non marchand  
Par Philippe Dryon, Estelle Krzeslo
- 1796 La politique pénale du gouvernement arc-en-ciel en matière de drogues  
Par Christine Guillain
- 1797 La réforme fiscale du gouvernement arc-en-ciel  
Par Luc Simar
- 1798 Les partis et la politique de défense  
Par Alain De Neve, Raphaël Mathieu
- 1799-1800 Les résultats des élections législatives du 18 mai 2003  
Par Pierre Blaise, Vincent de Coorebyter